Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Jeudi 7 novembre 2024 - Prix : 20 DA - http:www.lesenjeuxeco.dz ■ N°504 ■

Chronique Eco

La loi de finances : quels arbitrages et pour quels objectifs ?

P 16

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE DURABLE

L'Algérie veut se lancer dans l'énergie de fusion

L'Algérie s'est engagée dans une transition énergétique durable, en diversifiant ses sources d'énergie, notamment à travers les énergies renouvelables et l'hydrogène, des secteurs dans lesquels elle prévoit d'intensifier ses investissements dans les années à venir. Le pays explore également des projets expérimentaux dans le domaine de l'énergie de fusion, un secteur qu'il considère comme porteur pour répondre aux besoins énergétiques tout en respectant les objectifs climatiques, a indiqué Mohamed Arkab, ministre de l'Énergie, soulignant son intérêt à accueillir un projet expérimental d'énergie de fusion. P 3

PRÈS DE 50 EXPOSANTS ATTENDUS À CETTE PREMIÈRE ÉDITION

«Tasshil 2024» ouvre ses portes aujourd'hui à Alger

C'est aujourd'hui, jeudi, que la première édition du Salon national dédié au crédit, au leasing et à l'investissement en Algérie, TASSHIL 2024, ouvre ses portes au Palais des expositions (Safex), avec la participation de près de 50 exposants.

P 2

À L'OCCASION DE SON ÉLECTION À LA PRÉSIDENCE DES ÉTATS-UNIS

Tebboune félicite Donald Trump

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a adressé, hier mercredi, une lettre de félicitations à son homologue américain, le Président Donald Trump, à l'occasion de son élection. «J'ai l'immense plaisir, à l'occasion de votre élection en tant que Président des États-Unis d'Amérique, de vous adresser, au nom du peuple et du gouvernement algériens ainsi qu'en mon nom personnel, mes plus sincères félicitations et mes meilleurs vœux de santé et de bonheur pour l'accomplissement de vos hautes fonctions», lit-on dans cette lettre de félicitations.

P 3

METRO, TRÉMIES, NOUVELLES ROUTES

Des projets pour décongestionner la capitale

Routes, voies express, autoroute Est-Ouest, de longues sections de la route Transsaharienne, ponts et viaducs au design moderne, tramway et métro, l'Algérie a lancé, depuis une dizaine d'années, de vastes chantiers à travers tout le pays pour rattraper son retard en termes de projets routiers. Alger, qui fait figure de proue dans cette politique de développement, mise sur les transports en commun, comme le tramway ou le métro. Pour ce dernier, deux extensions seront réceptionnées en 2026.

P 5

INDUSTRIE

Ralentissement de la production au 2e trimestre 2024 P 5

RÉUNION DU GOUVERNEMENT

Examen de mesures relatives à la préservation du pouvoir d'achat P 3

TROISIÈME ÉDITION DE LA CONFÉRENCE AFRICAINE DES START-UP

Une grande exposition technologique avec plus de 500 exposants P 5

DJEZZY

4,4 milliards DA d'investissement au 3e trimestre 2024

L'opérateur de téléphonie mobile Djezzy a investi un montant de 4,4 milliards DA au cours du troisième trimestre 2024 dans le cadre de sa stratégie d'expansion et de modernisation de son réseau, a-t-il annoncé hier dans un communiqué. Cet investissement a permis "d'étendre la couverture de la population à 93,6 % en réseau 4G, soit une augmentation de 8,3 points par rapport à la même période en 2023, renforçant ainsi l'accessibilité des services de Djezzy à l'échelle nationale", a précisé l'opérateur dans ce document consacré aux résultats obtenus durant cette période. Au cours du 3ème trimestre, le chiffre d'affaires a atteint 28,8 milliards DA, soit une hausse de 9% par rapport à la même période en 2023, a fait savoir l'opérateur expliquant que "cette performance est principalement tirée par l'augmentation continue de la demande en services data" et "l'élargissement de la base d'abonnés, qui a franchi le cap des 16,6 millions, en hausse de 6% par rapport à l'année précédente". L'entreprise a enregistré, aussi, une hausse de 9% de son EBITDA (bénéfice avant intérêts, impôts, dépréciation et amortissement, ndlr), pour atteindre 13,4 milliards DA, marquant le 6ème trimestre consécutif de croissance, que la marge EBITDA a connu une amélioration en s'établissant à 46,6%. Au titre d'actions sociales menées durant ce trimestre, Djezzy a fait état de son engagement dans l'initiative solidaire "Walk for School", menée en partenariat avec les Scouts musulmans algériens qui a permis la distribution de milliers de packs scolaires à des écoliers issus de familles défavorisées à travers le pays à l'occasion de la rentrée scolaire.

R E.

PRÈS DE 50 EXPOSANTS ATTENDUS À CETTE PREMIÈRE ÉDITION

«Tasshil 2024» ouvre ses portes aujourd'hui à Alger

C'est aujourd'hui, jeudi, que la première édition du Salon national dédié au crédit, au leasing et à l'investissement en Algérie « TASSHIL 2024, ouvrira ses portes au Palais des expositions (Safex), avec la participation de près de 50 exposants.

Par Sirine R

Organisé par la SARL NETINOU, cet événement qui se déroulera, du 7 au 10 novembre courant, au niveau du Pavillon SAOURA (S) sur une superficie d'exposition de 2200 m², prévoit d'atterrir environ 30 000 visiteurs et de rassembler près de 50 exposants provenant de divers secteurs tels que les fiances, l'industrie, l'habitat, les TPE/PME, l'auto-entrepreneuriat et la santé, précisent les organisateurs dans un communiqué parvenu à notre rédaction.
En effet, l'objectif principal de ce salon est de promouvoir les opportunités d'investissement et de financement, y compris celles conformes aux principes de la finance islamique, afin de faciliter les échanges et les partenariats entre les acteurs économiques, indique la même source. Cet événement vise également à encourager la diversité des dispositifs bancaires et à favoriser la collaboration entre les acteurs financiers, industriels, du logement, des startups et de l'auto-entrepreneuriat.
TASSHIIL 2024 s'inscrit ainsi dans une dynamique visant à dynamiser la croissance économique en Algérie grâce à des investissements et des financements ciblés. Le salon mettra en exergue les diverses options de financement disponibles, y compris les levées de fonds, les crédits d'investissement et de consommation, ainsi que les produits de financement islamique. Les participants auront aussi, la chance d'explorer les offres de leasing et de crédit-bail, représentant des alternatives intéressantes pour le financement d'équipements et de véhicules, ajoute la même source. Divers secteurs, tels que le tourisme et les startups, seront à l'honneur, offrant aux visiteurs un aperçu des opportunités d'investissement les plus prometteuses. TASSHIIL 2024 traitera également des différentes initiatives et programmes visant à soutenir les entrepreneurs, en particulier les très petites entreprises (TPE) et les petites et moyennes entreprises (PME). Durant ce salon, les dernières innovations dans le domaine de la finance et de l'investissement seront mises en avant, permettant ainsi aux participants de se tenir au courant des tendances et des évolutions les plus récentes du secteur.

GESTION DES RISQUES DANS LES ENTREPRISES

L'importance des assurances soulignée

Les enjeux du secteur des assurances et de la gestion des risques dans entreprises, ont été soulignés mardi à Oran, lors d'un séminaire régional organisé par la compagnie d'assurances "Cash assurances". Placée sous le thème "L'assurance, un levier de résilience et d'accompagnement économique", la rencontre a regroupé plus de 200 chefs d'entreprises de la région Ouest en quête de solutions que propose la compagnie pour répondre aux besoins croissants des entreprises en matière d'assurances. A ce titre, le directeur chargé des incendies et des risques annexes à Cash Assurances, Djamel-Eddine Djebarra à mis en exergue l'importance pour les entreprises d'anticiper les impacts potentiels des différents risques auxquels peuvent faire face dont les incendies, les risques climatiques (inondations, ...).
Cash Assurances propose plusieurs solutions au profit des entreprises pour les aider à mieux gérer ces risques, a-t-il fait savoir. Pour sa part, Rosa Bakour, directrice chargée des risques des transports a mis l'accent sur l'importance pour les chefs d'entreprises de sécuriser les biens principalement les importateurs avant et durant le transport de leurs marchandises. Elle a estimé "impératif" de disposer de garanties solides pour protéger les marchandises contre d'éventuels dommages durant le transport, indiquant que Cash Assurances propose différentes solutions permettant aux entreprises de minimiser les pertes.
En marge de cette journée, la Pdg de Cash Assurances , Widad Belhouchet a rappelé, à l'APS, que Cash assurances a réalisé un chiffre d'affaires de près de 20 milliards DA pour l'exercice de 2023, soit une progression de 6% par rapport à l'année d'avant. "Nous avons clôturé l'année dernière avec une bonne performance, un chiffre d'affaires de près de 20 milliards DA, soit une progression de 6% par rapport à l'année 2022. Une progression que nous espérons maintenir pour l'année en cours malgré la grande concurrence dans le domaine", a-t-elle déclaré.
"Cash Assurances, compagnie d'assurances dommages, filiale de Sonatrach spécialisée dans l'assurance des hydrocarbures, consolide sa position de 3e assureur sur le marché national des assurances et figure dans le Top 10 des assureurs africains avec, à la clé, une évolution ayant touché l'ensemble des branches, notamment pour les risques liés à la construction", a-t-elle encore souligné.
Ces performances techniques et financières "sont le fruit du savoir-faire capitalisé par les 673 collaborateurs et la relation de confiance grandissante et renouvelée, de nombreuses grandes entreprises nationales et étrangères activant dans divers secteurs d'activités et aussi des dizaines de PME et de milliers de particuliers", a-t-elle ajouté.
L'accompagnement des PME par Cash Assurances est en parfaite adéquation avec les orientations des hautes autorités du pays pour la protection et le développement de l'économie nationale, a-t-elle affirmé, soulignant que l'accompagnement procure aux entreprises une couverture et leur permet de réaliser leurs projets dans de bonnes conditions, a-t-elle affirmé. Cash Assurances permet aussi, à travers son volet de protection de l'activité par le certificat d'assurance, à ces entreprises d'éviter les pertes et les dégâts qui pourront impacter existence, a conclu Mme Belhouchet.

R E.

Quotidien economique
Les Enjeux Éco
Edité par la SARL Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre: les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE DURABLE

L'Algérie veut se lancer dans l'énergie de fusion

L'Algérie s'est engagée dans une transition énergétique durable, en diversifiant ses sources d'énergie, notamment à travers les énergies renouvelables et l'hydrogène, des secteurs dans lesquels elle prévoit d'intensifier ses investissements dans les années à venir. Le pays explore également des projets expérimentaux dans le domaine de l'énergie de fusion, un domaine qu'il considère comme porteur pour répondre aux besoins énergétiques tout en respectant les objectifs climatiques, a indiqué Mohamed Arkab, ministre de l'Énergie, soulignant son intérêt à accueillir un projet expérimental d'énergie de fusion.

Par Mourad A.

Dans son discours prononcé lors de la réunion ministérielle inaugurale du Groupe Mondial de l'Énergie de Fusion (Fusion Energy WFEG), organisée, hier mercredi à Rome sous l'égide de l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique (AIEA), Mohamed Arkab a souligné que les récents progrès dans le domaine de la fusion nucléaire suscitent un intérêt croissant à l'échelle mondiale, en raison de ses nombreux avantages. "La fusion nucléaire offre une énergie fiable, sûre et à faible émission de carbone, surpassant ainsi les énergies fossiles traditionnelles", a-t-il déclaré. Selon lui, cette technologie représente une source presque illimitée, capable de jouer un rôle essentiel dans la diversification énergétique et la réduction des impacts environnementaux.

Dans ce cadre, le ministre a réaffirmé l'engagement de l'Algérie dans la transition énergétique durable, exprimant «son intérêt à accueillir un projet expérimental d'énergie de fusion, ainsi que sa volonté de devenir un acteur essentiel dans le développement de cette technologie avancée et la conclusion de partenariats pour renforcer les capacités nationales, notamment à travers le développement des ressources humaines algériennes dans ce domaine».

Arkab a également souligné la nécessité d'intensifier la coopération internationale pour surmonter les défis technologiques liés à la fusion nucléaire. "L'Afrique, en particulier, représente un terrain fertile pour l'implémentation de ces solutions énergétiques innovantes, en raison de la faiblesse de l'accès à l'énergie dans certaines régions du continent", a-t-il précisé. Dans ce contexte, l'Algérie soutient les efforts de l'AIEA pour faciliter la coopération technique et l'échange scientifique à l'échelle mondiale.

Cet événement, organisé au siège du Ministère italien des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, a réuni des leaders mondiaux, des experts et des décideurs autour de l'objectif commun de promouvoir l'énergie de fusion comme une solution durable aux défis énergétiques et climatiques actuels.

Parmi les participants figuraient Mohamed Arkab, ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Khelifí, ambassadeur d'Algérie en Italie, ainsi que Mourad Ajal, PDG du groupe Sonelgaz, et Abdelhamid Mellah, commissaire à l'énergie atomique (COMENA). L'événement a également bénéficié de la présence de Mme Giorgia-Meloni, Première ministre italienne, représentée par Alfredo Mantovano, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, et de Rafael Mariano Grossi, directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

L'événement a constitué un moment clé pour établir une vision partagée de l'avenir de l'énergie de fusion, visant à répondre aux besoins énergétiques mondiaux tout en préservant l'environnement et en garantissant un avenir énergétique durable pour les générations futures. Le ministre a ainsi réaffirmé l'engagement de l'Algérie à collaborer avec ses partenaires internationaux pour concrétiser cette vision et faire de l'énergie de fusion une réalité bénéfique pour tous.

« La fusion nucléaire peut contribuer grandement à la diversification des sources d'énergie et à la réduction des impacts environnementaux», a-t-il dit, soulignant «la nécessité de renforcer la coopération internationale et les partenariats pour relever les défis techniques imposés par la technologie de fusion nucléaire».

À L'OCCASION DE SON ÉLECTION À LA PRÉSIDENCE DES ÉTATS-UNIS

Tebboune félicite Donald Trump

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a adressé, hier mercredi, une lettre de félicitations à son homologue américain, le Président Donald Trump, à l'occasion de son élection.

«J'ai l'immense plaisir, à l'occasion de votre élection en tant que Président des États-Unis d'Amérique, de vous adresser, au nom du peuple et du gouvernement algériens ainsi qu'en mon nom personnel, mes plus sincères félicitations et mes meilleurs vœux de santé et de bonheur pour l'accomplissement de vos hautes fonctions», lit-on dans cette lettre de félicitations. Le Chef de l'Etat a saisi cette occasion, ajoute la même source, pour «rappeler la profondeur des relations d'amitié historique qui unissent l'Algérie et les États-Unis, et pour saluer la dynamique positive que connaît notre partenariat bilatéral dans divers domaines», en exprimant sa détermination à travailler avec le Président Trump pour l'élever vers de nouveaux horizons au service des intérêts communs des deux pays. Abdelmadjid Tebboune a tenu également à souligner, dans ce contexte, « nos efforts communs sur la scène internationale et notre engagement constant à intensifier la concertation et la coordination autour des questions d'intérêt commun, ainsi que notre soutien aux initiatives visant à préserver la paix et la sécurité internationales, mon pays étant membre non permanent du Conseil de sécurité des Nations Unies».

S R.

L'ÉLECTRONUCLÉAIRE

Une solution viable pouvant accompagner la transition énergétique

L'intégration de l'énergie électronucléaire dans un mix énergétique national équilibré et diversifié est une solution viable pouvant accompagner la transition énergétique, a estimé mardi à Alger, l'expert et professeur à l'université de Skikda, Ali Meftah.

Produire de l'électricité à partir du nucléaire civil doit être considéré comme une option complémentaire intégrant le mix énergétique national aux côtés des énergies renouvelables et du gaz "qui demeurent indispensables", a indiqué M. Meftah, lors d'une conférence-débat sur la place de l'électronucléaire dans le mix énergétique algérien du futur, organisée par l'Académie algérienne des sciences et des technologies (AAST), en présence de son président, Mohamed Hicham Kara.

"Grâce aux avancées technologiques et à des normes de sécurité rigoureuse, l'énergie nucléaire représente une option viable et durable pour renforcer la sécurité énergétique de l'Algérie et soutenir son développement économique", a renchéri M. Meftah qui est aussi membre fondateur de l'AAST. Selon lui, introduire graduellement l'électronucléaire dans le mix énergétique national à travers l'installation d'une centrale nucléaire en Algérie présenterait des avantages "significatifs".

En plus de diversifier le mix énergétique et de fournir une source stable et continue d'électricité, elle permet de maîtriser la technologie nucléaire appliquée dans différents domaines (industrie, médecine, dessalement de l'eau de mer...), a-t-il expliqué. Autre atout de l'électronucléaire, souligne M. Meftah, ce procédé permet de contribuer à l'efficacité énergétique. Une quantité donnée de combustible nucléaire produit 15.000 à 20.000 fois plus d'énergie que la même quantité de pétrole ou de charbon. "Comme toute autre centrale thermique, une centrale nucléaire n'est autre qu'une chaudière alimentée par un combustible, l'uranium, pour faire bouillir de l'eau qui se transforme en vapeur", a-t-il expliqué.

Le professeur Meftah a également cité d'autres avantages de l'énergie nucléaire dans la production d'électricité. Ainsi, ce procédé ne génère pas de gaz à effet de serre et permet la production d'électricité en continu contrairement aux énergies renouvelables, avec de faibles coûts de fonctionnement. S'agissant des inconvénients de ce type d'énergie, l'intervenant a fait savoir que l'électronucléaire nécessite des investissements importants dans la construction des infrastructures spécialisées. De plus, la gestion des déchets radioactifs demeure "un défi majeur" nécessitant des solutions de stockage à long terme, a-t-il indiqué.

R E.

RÉUNION DU GOUVERNEMENT

Examen de mesures relatives à la préservation du pouvoir d'achat

Le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, a présidé, hier mercredi, une réunion du Gouvernement consacrée à l'examen et à l'étude des différentes mesures prises et proposées dans le cadre de la mise en œuvre des orientations du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, relatives à la préservation du pouvoir d'achat du citoyen, dont voici le texte intégral: "Le Premier Ministre, Monsieur Nadir Larbaoui, a présidé ce jour, mercredi 6 novembre 2024, une réunion du Gouvernement consacrée à l'examen et à l'étude des différentes mesures prises et proposées dans le cadre de la mise en œuvre des orientations de Monsieur le Président de la République relatives à la préservation du pouvoir d'achat du citoyen, notamment par le plafonnement des prix et la régulation et l'organisation du marché national et d'assurer son approvisionnement en produits de base et de large consommation. Par ailleurs, et dans le cadre de la poursuite de la promulgation des textes d'application de la loi 24-04 du 26 février 2024 portant les règles de prévention, d'intervention et de réduction des risques de catastrophes dans le cadre du développement durable, le Gouvernement a examiné deux projets de décrets exécutifs relatifs à l'élaboration des plans spécifiques de gestion des décombres, résidus et autres déchets engendrés par les catastrophes, et à la mise en place du comité intersectoriel chargé de l'évaluation des dégâts occasionnés par les catastrophes. Le Gouvernement a également examiné un projet de décret exécutif fixant l'organisation de la campagne de lutte contre les feux de forets, qui vient en application des dispositions de la loi 23-21 du 23 décembre 2023 relative aux forêts et aux richesses forestières et visant l'amélioration de l'efficacité des dispositifs de prévention et de lutte contre les feux de forêts. Enfin, le Gouvernement a entendu une communication sur le lancement de la saison du tourisme saharien 2024-2025, où il a été mis l'accent sur l'importance de prendre toutes les mesures visant à promouvoir, de manière efficace et professionnelle, la destination touristique algérienne, et ce dans le cadre de la stratégie de développement et de promotion du tourisme saharien, tout en levant tous les obstacles et en éliminant les aspects de la bureaucratie".

R E.

MONNAIE

Le dollar s'envole

Le dollar bondit d'environ 1,5% face au yen et à l'euro en cours d'échanges asiatiques mercredi, dopé par les annonces des premiers Etats remportés par Donald Trump lors de l'élection présidentielle américaine. Vers 03H00 GMT, le billet vert grimpait de 1,71% face à la devise nippone, à 154,21 yens pour un dollar et s'appréciait de 1,67% face à la monnaie commune européenne, à 0,9302 euro pour un dollar. Alors qu'une attente fébrile débute aux Etats-Unis concernant l'issue d'un scrutin très serré, le marché des changes a vigoureusement réagi aux annonces des premiers Etats américains remportés par l'ex-président républicain Donald Trump. "Les marchés commencent à parier sur le retour de Trump. Il l'a emporté avec une marge plus conséquente que prévu en Floride, un Etat très peuplé, ce qui renforce les attentes de scores républicains meilleurs qu'anticipé ailleurs" dans le pays, a souligné Yugo Tsuboi, stratégiste chez Daiwa Securities, cité par l'agence Bloomberg.
Par ailleurs, le bitcoin s'est envolé à un nouveau record historique mercredi, dopé par la perspective d'un assouplissement réglementaire favorable aux monnaies numériques en cas de victoire de Donald Trump à l'élection présidentielle américaine. Vers 03H08 GMT, le bitcoin s'est élevé à 75.005 dollars, franchissant pour la toute première fois la barre des 75.000 dollars. La crypto-monnaie s'envolait à l'unisson du dollar.

CONTRÔLE DES EAUX DE BAIGNADE ET DES EFFLUENTS INDUSTRIELS

Pose de la première pierre du projet de réalisation d'un laboratoire

La ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables, Fazia Dahleb a procédé mardi à la pose de la première pierre du projet de réalisation et d'équipement du laboratoire régional-centre relevant de l'Observatoire national de l'environnement et du développement durable (ONEDD) qui sera chargé du contrôle de la qualité des eaux de baignade et des effluents industriels. La cérémonie de la pose de la première pierre de ce projet qui sera réalisé à Baraki (Alger) s'est déroulée en présence du ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal, ainsi que des représentants des autorités locales et de parlementaires. A cette occasion, M. Dahleb a mis en exergue l'importance de ce projet s'inscrivant dans le cadre des efforts de son département ministériel, visant à "promouvoir le service public et à assurer un environnement sain et un cadre de vie meilleur pour le citoyen". Une fois mis en service, le laboratoire régional-Centre sera chargé d'effectuer les analyses saisonnières physio-chimiques des eaux de baignade, à travers les six wilayas côtières du Centre, outre les analyses relatives aux effluents industriels des deux secteurs public et privé, à travers 13 wilayas du Centre, ainsi que des analyses environnementales relatives aux émissions de gaz. Parmi les missions du laboratoire régional-Centre, la ministre a également relevé la création d'une base de données comprenant l'ensemble des données environnementales du pays, y compris les effluents industriels des entreprises classées, de ce qui permet à l'avenir de déterminer les quantités des eaux traitables et réutilisables. le ministère de l'Environnement et des Energies renouvelables compte 82.000 entreprises classées à travers le territoire national, dont 76% sont implantées dans la région du Centre, selon Mme Dahleb, qui a rappelé l'attachement de son département ministériel à la mise en œuvre des orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant la réutilisation de 60% des eaux traitées, soulignant sa collaboration avec plusieurs ministères, notamment celui de l'Hydraulique, en vue d'augmenter les capacités de la récupération et de l'exploitation des eaux dans l'irrigation des espaces verts. Le délai de réalisation du laboratoire régional-Centre dont la superficie dépasse les 4.700 m2, est fixé à 7 mois, selon les explications fournies lors de la cérémonie de la pose de la première pierre. Cette structure comprend un laboratoire principal et un autre microbiologique, outre, un atelier de maintenance et une pavillon administratif, selon la même source.

ENTREPRENEURIAT

Signature d'un accord entre l'Université Alger 3 et la NESDA

Un accord a été signé entre l'Université Alger 3 et l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (NESDA), en marge de la cérémonie de sortie des nouvelles promotions d'entrepreneurs de cet établissement, a indiqué, mardi, un communiqué de l'Université. La signature de cet accord "intervient dans le cadre du renforcement de la coopération entre l'Université Alger 3 et la NESDA (Alger-Ouest) dans le but de promouvoir l'entrepreneuriat chez les étudiants et diplômés, et de garantir un environnement encourageant à l'innovation et à la créativité", ajoute le document. A cette occasion, les diplômes ont été remis aux nouveaux entrepreneurs, sous la supervision du recteur de l'Université d'Alger 3, Khaled Rouaski, et du président de la Commission nationale de suivi de l'innovation et des incubateurs universitaires, Ahmed Mir. M. Mir a saisi l'occasion pour saluer "les efforts de l'université Alger 3 dans le domaine de l'entrepreneuriat", affirmant "l'importance du partenariat entre l'Université et le secteur privé pour le soutien des jeunes ambitieux et la transformation de leurs idées en projets réussis". De son côté, M. Rouaski a souligné "l'importance de l'entrepreneuriat dans le développement de l'économie nationale et la création d'emploi pour les étudiants et diplômés universitaires", notant que l'Université Alger 3 "voue une grand importance au soutien des entrepreneurs et à la garantie d'un environnement encourageant à l'innovation et à la créativité".

CROISSANT ROUGE ALGÉRIEN- GROUPE DIVINDUS

Signature d'une convention-cadre de coopération

Le Croissant rouge algérien (CRA) et le groupe public des industries locales (Divindus) ont signé, mardi à Alger, une convention cadre visant le renforcement de leur partenariat dans le domaine de l'action humanitaire et de solidarité.
La convention a été cosignée par la présidente du CRA, Ibtissame Hamlaoui et le Pdg du groupe Divindus, Mohamed Messeguem en présence des cadres des deux parties. S'exprimant à cette occasion, le PDG du groupe Divindus a indiqué que cette convention "traduit l'engagement de son groupe à renforcer la coopération avec le CRA en matière du développement humain et de l'action humanitaire et de solidarité", saluant le rôle de cette institution humanitaire notamment en matière des aides humanitaires et des actions de solidarité au profit des nécessiteux .
Pour M. Messeguem, ce partenariat constitue "une opportunité pour incarner les valeurs humaines et appuyer la coopération bilatérale, notamment dans le domaine commercial tout en assurant les moyens logistiques et matériels dont a besoin le CRA". Et d'ajouter que ce partenariat vise également à faire connaitre le produit local tant au niveau national qu'international à travers l'acheminement des aides constitués des produits et marchandises issus de la production locale. Pour sa part, Mme Hamlaoui s'est félicitée de ce partenariat qui a "grandement contribué à l'approvisionnement de son organisme en produits de base". Mme Hamlaoui a ajouté que le CRA "ouvrira prochainement à Tamanrasset un grand entrepôt approvisionné en produits de première nécessité tels que les produits médicaux et pharmaceutiques, la literie et les tentes qui seront distribués aux nécessiteux dans les différentes régions du Sud, notamment au profit des nomades".

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	425,00	NC	0,00	0,66	-0,85	8,20	7,06	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 291,00	NC	0,00	0,09	-0,63	6,87	7,86	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 280,00	2250,00	-1,32	-1,37	-1,65	11,84	5,56	400	900 000,00
EGH EL AURASSI	AUR	400,00	NC	0,00	-1,06	-5,55	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	NC	0,00	0,00	-15,05	2,03	-	0	0,00

Mercuriale

وزارة التجارة وترقية الصادرات
MINISTERE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTERE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 05 نوفمبر 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 05 Novembre 2024

Produits		Prix du détail[1] DA / Kg			أسعار التجزئة[1] دج / كلغ	
		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	المنتجات	
Légumes frais	Pomme de terre	92	114	70	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	178	198	158	الطماطم	
	Oignon sec	51	58	44	البصل الجاف	
	Ail sec	428	492	364	الثوم الجاف	
	Carotte	84	92	75	الجزر	
	Navet	95	107	84	لفت	
	Poivron	131	147	114	الفلفل الاخضر	
	Piment	143	161	125	الفلفل الحار	
	Courgette	138	152	123	الكوسة	
	Haricot vert	178	198	159	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	115	130	100	الخس	
Fruits frais	Pomme locale	356	464	249	التفاح المحلي	فواكه طازجة
	Datte	492	626	358	التمر	
	Poire	414	506	321	الاجاص	
	Raisin	207	245	169	العنب	
	Grenade	136	163	108	الرمان	
	Banane	390	405	374	الموز	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1776	1918	1633	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	434	447	420	الدجاج	
	Œufs (Unité)	18	19	17	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	95	100	90	حليب البقر (لتر)	

METRO, TRÉMIES, NOUVELLES ROUTES

Des projets pour décongestionner la capitale

Routes, voies express, autoroute Est-Ouest, de longues sections de la route Transsaharienne, ponts et viaducs au design moderne, tramway et métro, l'Algérie a lancé, depuis voilà une dizaine d'année, de vastes chantiers à travers tout le pays avec pour objectif de rattraper le retard accusé en termes de projets routiers. De par le développement de ces infrastructures, notre pays se place en tête des pays africains en matière d'infrastructures routières et logistiques. Alger, fait figure de proue dans cette politique de développement et de décongestion des principaux réseaux routiers, et en la matière notre capitale mise sur les transports en communs, comme le tramway ou le métro, dont pour ce dernier, deux extensions seront réceptionnées en 2026.

Par Réda Hadi

S'agissant de l'extension du métro d'Alger, le directeur du développement des infrastructures routières au ministère, Smail Rabhi a expliqué à des confrères, que les travaux d'extension du métro d'Alger, notamment les lignes reliant Ain Naadja à Baraki, dont les travaux de génie civile ont été finalisés et dont la mise en service sont est prévue pour début 2026. Quant à la ligne reliant El Harrach à l'aéroport international Houari Boumediene d'Alger, elle sera livrée d'ici la fin de la même année. A terme le métro d'Alger, arrivera jusqu'à Thenia dans la wilaya de Boumerdes à l'Est, et Blida eu Sud. Ce transport, n'est d'ailleurs pas le seul à figurer dans les priorités des pouvoirs publics, puisqu'un plan de désengorgement de la capitale a été tracé, et pour certains points noirs de la capitale, des travaux sont lancés. Dans une interview chez nos confrères de l'APS, ce responsable a précisé que le programme sectoriel en cours à Alger vise à fluidifier le trafic routier, et que les projets en cours connaissent des avancées notables. Il faut préciser que ces projets viennent répondre aux besoins imposés par le développement socioéconomique à Alger, où assurer une circulation fluide nécessite la mise en œuvre d'un plan spécifique de développement des infrastructures routières pour décongestionner le trafic.

Et pour cela, la stratégie adoptée repose sur trois niveaux d'intervention : à savoir la finalisation du réseau routier de base en reliant toutes les routes pour répartir la densité du trafic, l'élimination des points noirs (par des corrections géométriques ou la construction d'échangeurs ou d'ouvrages d'art,) et l'élargissement des axes routiers dans les zones à forte densité démographique et les pôles urbains en vue d'augmenter leur capacité.

Alger subit en ce moment les contraintes et les désagréments des travaux, en cours, mais pour mieux respirer après disent certains. Alger se modernise et franchit un nouveau cap dans ses infrastructures, à travers différents projets, comme la déviation de la résidence d'Etat de Zeralda, à travers le dédoublement de la RN67 et CW212, l'échangeur entre les communes de Saoula et Birkhadem reliant les RN1 et RN63, ainsi que de la rocade de la commune de Saoula à la double voie du CW 111 à Draria, le projet de réalisation de la route reliant l'échangeur du 5 Juillet et Khraicia au niveau de la 2ème rocade, le projet de dédoublement du CW111 reliant Cheraga à Ain Benian

Concernant les projets de second niveau, notamment le traitement des points noirs, M. Rabhi a souligné plusieurs projets en cours, dont le projet de réalisation des accès à la gare routière multimodale de Bir Mourad Rais, qui améliorera la capacité de gestion du trafic routier.

Actuellement, un échangeur est en cours de réalisation au niveau de l'intersection de la RN 1 et de la rocade sud, qui prévoit des travaux d'extension des deux tunnels existants sur une longueur de plus de 300 mètres. A l'aune de ces réalisations, Alger retrouvera sa plénitude et son vrai caractère de capitale moderne.

PÉNÉTRANTE AUTOROUTIÈRE PORT DE DJEN DJEN - EL EULMA

Mise en service prochaine d'un tronçon de 13 km

Un tronçon de 13 km de la pénétrante autoroutière devant relier le Port de Djen Djen (Jijel) à la ville d'El Eulma (Sétif) sera "bientôt" mis en service entre le Port et la commune de Kaous, dans la wilaya de Jijel, a déclaré mercredi le directeur du projet, Rachik Beladoui. Le même responsable a affirmé que le segment de cette pénétrante traversant la wilaya de Jijel, d'une longueur de 45 km, a atteint aujourd'hui, s'agissant de la chaussée, un taux d'avancement de 58 %, tandis que le tunnel, en réalisation sur ce tronçon, présente un taux d'avancement de 64 %.

Pour rappel, la pénétrante autoroutière Djen Djen-El Eulma, d'un linéaire de 110 km, traverse trois wilayas, en l'occurrence Jijel (45 km), Mila (15 km) et Sétif (50 km).

INDUSTRIE

Ralentissement de la production au 2e trimestre 2024

Par Mourad A.

Dans le secteur industriel, les chefs d'entreprises publiques prévoient une augmentation de la production et de la demande, tandis que leurs homologues du secteur privé anticipent plutôt une stabilité. Certains secteurs, comme les matériaux de construction et la sidérurgie, envisagent une dynamique positive avec une hausse de l'activité, alors que les industries chimiques et agroalimentaires prévoient une baisse de la demande et de l'activité. Les perspectives pour le prochain trimestre varient ainsi selon les secteurs, selon le dernier rapport de l'Office National des Statistiques (ONS), intitulé «Enquête sur la situation et les perspectives dans l'industrie au 2e trimestre 2024».

Le rapport de l'ONS pour le deuxième trimestre 2024, basé sur une enquête d'opinion auprès des chefs d'entreprises, brosse un tableau général de la situation industrielle en Algérie. Il révèle un ralentissement global de l'activité par rapport au trimestre précédent, avec un taux d'utilisation des capacités de production majoritairement compris entre 50 % et 75 %. Près de 32 % des entreprises publiques ont rencontré des difficultés d'approvisionnement en matières premières, entraînant des ruptures de stock atteignant jusqu'à 29 jours.

Les réponses des entreprises mettent en évidence des tendances contrastées selon le secteur. La demande pour les produits fabriqués a augmenté dans le secteur public, alors qu'elle est restée stable dans le secteur privé. La majorité des entreprises affirment avoir pu satisfaire les commandes reçues, maintenant des stocks jugés normaux par les chefs d'entreprise. Sur le plan structurel, le rapport met en exergue des défis communs : la vétusté des équipements, les difficultés d'approvisionnement en matières premières et les contraintes de trésorerie. Ces problèmes structurels poussent de nombreux chefs d'entreprise à plaider pour la modernisation des équipements, afin d'améliorer la productivité sans recourir à des embauches massives. Environ 62 % des entreprises publiques et 24 % des entreprises privées ont été confrontées à des pannes d'équipement au cours du trimestre, bien que celles-ci aient été généralement de courte durée. Pour beaucoup, investir dans le renouvellement des équipements est perçu comme une stratégie plus prometteuse que l'augmentation des effectifs pour renforcer les capacités de production.

En matière de trésorerie, environ 70 % des entreprises publiques et privées considèrent leur situation comme stable, malgré des problèmes persistants tels que les longs délais de recouvrement des créances et des coûts d'exploitation élevés. Ces facteurs continuent de peser sur leurs finances, bien que plus de 20 % des entreprises publiques et environ 2 % de celles du secteur privé aient pu obtenir des crédits bancaires sans grande difficulté.

Enfin, le rapport relève une baisse des effectifs dans les deux secteurs. Bien que la qualification du personnel soit jugée adéquate par 75 % des répondants dans le secteur public et 82 % dans le privé, certaines entreprises publiques éprouvent des difficultés de recrutement. Cependant, la majorité des chefs d'entreprise estiment que le potentiel de production ne pourrait pas être sensiblement amélioré par des embauches supplémentaires.

TROISIÈME ÉDITION DE LA CONFÉRENCE AFRICAINE DES START-UP

Une grande exposition technologique avec plus de 500 exposants

La troisième édition de la Conférence africaine des start-up, prévue du 5 au 7 décembre 2024 au Centre international de conférences (CIC) "Abdelatif-Rehal" (Alger), sera marquée par une grande exposition technologique avec la participation de plus de 500 exposants, a indiqué le ministère de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises dans un communiqué.

Animant une conférence de presse au siège de l'accélérateur public Algeria Venture, le ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Yacine El-Mahdi Oualid, a précisé que cet événement mettra la lumière sur les dernières innovations et solutions numériques dans les domaines des start-up et de l'intelligence artificielle, ce qui permettra aux participants, a-t-il dit, de découvrir des produits innovants et de rencontrer des acteurs clés de l'écosystème entrepreneurial en Afrique, selon la même source.

Organisée sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, cette conférence, la plus importante du genre en Afrique, illustre la vision algérienne d'appui aux start-up et aux technologies au niveau du continent. Plus de 25.000 participants et 45 ministres africains chargés des secteurs de l'innovation et des start-up sont attendus à cet événement de premier plan placé sous le thème "Réimaginer l'Afrique par l'intelligence artificielle". Le thème retenu pour cette édition reflète l'engagement de la conférence à braquer les projecteurs sur le rôle de l'intelligence artificielle et des technologies avancées dans la relance du développement socioéconomique, a dit le ministre, soulignant qu'à travers cet événement, l'Algérie entend conforter sa place de "pôle leader" dans l'entrepreneuriat et les start-up en Afrique. Ainsi, l'Algérie compte faire de cette conférence un événement incontournable pour l'échange et la coopération entre les pays africains dans les domaines de l'économie de la connaissance et des technologies avancées, a souligné le ministre, ajoutant que cette conférence incarnait la vision du président de la République d'ériger l'Algérie en pôle continental des technologies et des start-up et d'établir de nouvelles bases de coopération économique interafricaine.

R E.

AIN TEMOUCHENT

Plus de 800 exploitations agricoles raccordées au réseau d'électricité

Pas moins de 863 exploitations agricoles ont été raccordées en 2024 au réseau d'électricité dans la wilaya d'Ain Temouchent, a-t-on appris mardi auprès de la direction de wilaya de la Société de distribution de l'électricité et du gaz.
Un réseau de 472,7 kilomètres a été réalisé afin de permettre l'acheminement de cette source d'énergie aux 863 exploitations agricoles, réparties sur l'ensemble des communes de la wilaya, a indiqué le directeur de wilaya de la société, Ahmed Benyoucef.
Il a précisé que 766 raccordements sont opérationnels et les travaux sont en cours pour le parachèvement de l'opération au niveau des autres exploitations agricoles.
Les responsables de la société de distribution de l'électricité et du gaz dans la wilaya d'Ain Temouchent visent, conformément aux objectifs tracés, le raccordement de 937 exploitations agricoles au réseau d'électricité avant la fin d'année en cours, a ajouté la même source.Le programme inhérent au raccordement des exploitations agricoles à cette source d'énergie, lancé en 2021, a permis de raccorder, durant les deux dernières années (2022-2023), pas moins de 809 exploitations, dont 596 durant l'année 2023, rappelle-t-on.

TIARET

Plus de 60 participants au salon de wilaya de l'industrie et des métiers

Pas moins de 62 exposants prennent part à la 4eédition du Salon de wilaya de l'industrie et des métiers, ouverte mardi à Tiaret sous le slogan "De la production à l'exportation".

Cette manifestation de deux jours, organisée à la salle des sports "Belarbi Abdallah" de Tiaret par la direction du commerce et de la promotion des exportations, enregistre la présence de petites et moyennes entreprises créées dans le cadre des dispositifs de soutien de l'Etat qui activent dans les domaines des industries électroniques, des huiles, des plantes médicinales et autres.
Des entreprises publiques de la wilaya exposent leurs produits à l'instar de l'Entreprise de production des batteries de Sougueur et de la fonderie de Tiaret, de même que des entreprises privées de production de matériaux de construction et des industries agroalimentaires.
Le directeur régional du commerce et de la promotion des exportations de la région de Saida, Salim Regad a souligné, en marge de la cérémonie d'ouverture, que cette manifestation inscrite dans le cadre du plan du ministère du Commerce et de la Promotion des exportations (2020-2024),tient à organiser des expositions et des journées d'information et de sensibilisation au niveau de toutes les wilayas, pour accompagner les opérateurs économiques à promouvoir leurs produits au niveau national et à exporter. Il a indiqué que le nombre et la qualité des entreprises participantes à ce salon démontrent les atouts que possède la wilaya de Tiaret dont l'activité se limitait dans le domaine agricole et pastoral et qui s'oriente désormais vers la constitution d'un tissu industriel à travers le renforcement de la relation entre les organismes publics et les opérateurs.De son côté, le directeur du secteur dans la wilaya de Tiaret, Fouad Helaili a affirmé que l'objectif de la tenue de cette manifestation réside dans la promotion du produit industriel, artisanal et agricole de la région et rapprocher les producteurs des administrations pour les accompagner dans le développement de leurs produits localement et les informer sur les incitations fournies pour l'exportation.
Outre les exposants, plusieurs organismes et administrations concernés participent à ce salon, tels que les impôts, les douanes, les institutions financières, la pépinière des moyennes et petites entreprises et l'Agence algérienne de promotion des investissements.
Deux ateliers sont également programmés, le premier sur "Le rôle de la production dans le développement de l'économie" pour présenter les opportunités d'investissement, le deuxième sur le thème "L'exportation est une stratégie nationale" abordant les facilités accordées pour l'exportation du produit national.

MILA

Vers la mise en service de 5 stations pour améliorer la couverture en téléphonie mobile et internet

Cinq stations destinées à améliorer la couverture en téléphonie mobile et internet seront prochainement mises en service dansplusieurs localités reculées de la wilaya de Mila, a-t-on appris mardi du directeur local de la Poste et des Télécommunications, Mohamed Dilmi.
Ces stations, actuellement en cours de réalisation, se situent au niveau des mechtas d'El Azala (commune DerrahiBouslah), de Feham et Boutekhmatene(Mechira) et d'OuledKhalouf et Ouadia (Terrai Baïnane), a-t-il précisé.
Les travaux de réalisation de ces stations ont débuté "au début du dernier trimestre de l'année en cours et sont menés à un rythme qui permettra leur mise en service au cours du mois de décembre prochain", a assuré la même source.Le secteur de la poste des télécommunications à Mila dénombre 180 points noirs connaissant une faible ou une absence totale de la couverture par le réseau de téléphonie mobile et d'internet.
Cette situation a conduit à émettre une demande au ministère de tutelle pour les prendre en charge (points noirs) dans le cadre du programme du service universel, a-t-on indiqué.

MÉDÉA

Plus de 270 milles détecteurs de monoxyde de carbone installés depuis avril 2023

Au total, 271.316 détecteurs de monoxyde de carbone ont été installés dans des foyers de la wilaya de Médéa depuis le lancement de l'opération en avril 2023, a-t-on appris mardi, auprès de la direction de distribution de l'électricité et du gaz.L'opération d'installation a mobilisé plusieurs équipes techniques de l'entreprise Sonelgaz et des entreprises de sous-traitance agréées pour toucher le plus grand nombre de foyers possible et les équiper d'appareils de détection homologués par l'entreprise, a fait savoir le responsable de la cellule de communication de la direction de distribution de l'électricité et du gaz, Mohamed Ferhat.
L'installation des détecteurs se poursuit encore à travers de nombreuses agglomérations urbaines de Médéa jusqu'à la prochaine année, a ajouté la même source, précisant que l'ensemble des abonnés au réseau de distribution local de gaz naturel, estimé à 162.212 abonnés, vont être dotés de ces détecteurs.
Chaque foyer ou appartement est équipé de deux détecteurs de monoxyde de carbone installés à des endroits différents du domicile pour optimiser la sécurité des occupants, a-t-il souligné. En prévision de la saison hivernale marquée par la recrudescence des accidents domestiques dus à la mauvaise utilisation du gaz naturel, la direction de distribution d'électricité et du gaz a lancé aujourd'hui une campagne d'information et de sensibilisation.
Encadrée par le personnel du service de prévention et de sécurité de la direction, cette campagne s'étalera jusqu'à la fin du mois de mars prochain, avec pour objectif de susciter auprès des citoyens une prise de conscience sur les dangers d'une mauvaise utilisation du gaz naturel et le respect des règles de sécurité lors de la réalisation des installations de gaz, a souligné le chargé de la communication.

MASCARA

Le deuxième Salon national du matériel agricole a drainé plus de 4.000 visiteurs

La deuxième édition du Salon national du matériel, des produits agricoles, de l'élevage, de l'industrie agroalimentaire et de la réfrigération, qui a pris fin mardi soir à Mascara, a drainé plus de 4.000 visiteurs, a-t-on appris des organisateurs.
Le président de la chambre de wilaya de l'agriculture, Mohamed Zougarat a souligné que les stands de cette manifestation ont attiré, trois jours durant, plus de 4.000 visiteurs, en majorité des jeunes diplômés de l'université "Mustapha Stambouli" de Mascara et des établissements de formation professionnelle.
Ce salon a enregistré une présence distinguée de porteurs de projets innovants adhérents au centre de soutien à la technologie et à l'innovation relevant de l'Université de Mascara pour prendre connaissance de modèles réussis dans le domaine de la création d'entreprises économiques spécialisées dans le domaine agricole, selon le même responsable.
Cette manifestation a été marquée par la signature de 15 conventions dans le cadre du markéting, entre représentants d'entreprises agricolesparticipantes et gérants d'exploitations agricoles de la wilaya, a fait savoir, M. Zougarat.
La journée de clôture de cette manifestation a été mise à profit pour honorer des exposants participants, des instances et des entreprises publiques relevant du secteur de l'agriculture participant à la réussite de cet événement économique.
Initié par la chambre agricole de wilaya en collaboration avec la direction des services agricoles et l'Entreprise d'organisation des salons et expositions, ce salon a enregistré la participation de 43 exposants de différentes régions du pays.

La tentation de Mars

Un monde de propriétaires et de sans-travail est explosif. Je me propose dans ce texte au travers des rapports entre appropriation, travail et propriété de rendre compte de l'évolution de l'Etat social en général et dans les sociétés postcoloniales en particulier. L'État social emprunte son modèle à la social-démocratie. Au centre de ce modèle est un rapport de complémentarité entre la propriété et le travail. C'est ce rapport qui est aujourd'hui menacé avec le ralentissement de la croissance et l'accroissement des charges sociales (vieillesse et jeunesse des populations).

5e partie

Par DERGUINI Arezki (*)

On peut se représenter la complémentarité de la manière suivante : la production non marchande privée se substitue à la production marchande publique que la production marchande ne peut plus financer ; la production non marchande publique se substitue à la production non marchande privée quand la production marchande peut la financer. La croissance économique permettant la substitution de la production non marchande publique à la production marchande privée (« démarchandisation », « socialisation »), la société se construit sur une base sociale plus large que la famille (services publics universels de qualité) et plus propice au développement de la liberté individuelle (société des individus).

Avec la décroissance de la production marchande, la production non marchande privée doit se substituer à la production non marchande publique qui ne peut plus être financée par la production marchande. Si une telle substitution ne peut s'accomplir, la complémentarité entre les deux productions marchandes et non marchandes est défaillante. La production marchande ne peut plus soutenir la production non marchande publique qui ne peut plus faire société, le rapport travail et propriété se distend et la société des individus se partage entre propriétaires, travailleurs et travailleurs sans travail. C'est la crise de la social-démocratie. L'État social n'a plus le marché pour le financer, se dégradent le pouvoir d'achat des rentiers et les services publics de l'État social pour les travailleurs.

Il faut donc constater, qu'avec la crise énergétique mondiale, la production marchande se contracte, qu'avec la polarisation du marché du travail, le plein emploi n'est plus possible et qu'avec une compétition internationale aiguisée par la concurrence des pays émergents, la production marchande mondiale se trouve redistribuée. De puissants centres de gravité de la production marchande (ré)émergent hors de la zone occidentale[6]. Les sociétés occidentales après avoir délocalisé en optant pour la stratégie de l'entreprise sans usines (fabless) et afin de ne pas perdre leur part de marché mondial, doivent relocaliser pour ne pas perdre leur propre marché. Comme le soutient la Chine, pas de civilisation sans manufacture (Xi Jinping, Liang Qichao). Ces sociétés ont en vérité perdu la force de frappe industrielle dont elles disposaient au cours de la deuxième moitié du XX° siècle, les sociétés non occidentales ont rattrapé leur retard et disposent aujourd'hui d'avantages concurrentiels qu'elles ont obtenus en transformant leurs faiblesses en forces. Ce sont désormais les produits non occidentaux, chinois et autres, qui envahissent les marchés occidentaux. Quels sentiments peuvent maintenant partager les Européens ordinaires devant les mauvaises nouvelles de leurs politiques publiques qui doivent se protéger de l'invasion des marchandises étrangères, qui ne peuvent empêcher leur entreprise de se délocaliser ou de se faire acheter par l'étranger ? Quels sentiments partager face à l'incapacité de l'action publique à enrayer la dégradation de leur pouvoir d'achat ? On peut empêcher l'invasion des produits et des personnes étrangères, mais peut-on inciter à produire mieux et moins cher ? Ce sont les produits d'origine asiatique qui soutiennent le pouvoir d'achat des consommateurs ordinaires, ce sont des populations immigrées qui fournissent la main-d'œuvre bon marché et la force de frappe scientifique et technique aux sociétés occidentales vieillissantes qui rêvaient d'une société de loisir. Quels sentiments peuvent maintenant partager les Européens ordinaires devant le spectacle de ces jeunes étrangers scintillants qui sillonnent leurs métropoles, qu'ils cantonnent, mais qui soulignent leur faiblesse, et celui de ces marchandises étrangères qui couvrent leurs étagères et déclassent les leurs ? Ces populations ont de la peine à s'adapter, elles doivent comme intensifier leur compétition alors qu'elles auraient souhaité partir sinon en retraite méritée. « Du jour au lendemain, l'interdépendance économique qui, jusqu'alors, avait été un gage de sécurité, est devenue une source d'insécurité. »[7]

La fin du modèle social-démocrate réside dans le fait que son économie non marchande reposait sur l'économie marchande, que son équité sociale reposait sur son efficacité économique. Avec l'affaiblissement de la croissance, les recettes de l'État social n'arrivent plus à couvrir ses dépenses. Et qu'avec le vieillissement, les recettes de l'impôt croissent moins vite que les dépenses sociales. L'État n'a pas d'autre solution que de couper dans ses dépenses sociales (quelles populations en souffriront les premières ?), il doit aussi couper dans les dépenses d'investissement qui engagent son futur et dont il reconnaît la nécessité. Le consentement à l'impôt devient plus difficile avec l'inefficacité de l'action publique. « Il y a un lien profond, bien que tacite, entre modèle social, consentement à l'impôt et efficacité de l'action publique. »[8] La confiance dans l'action collective qui est au fondement de la légitimité de l'État social, du consentement à l'impôt, de la culture d'adaptation au changement et des relations sociales est minée. Selon le chercheur suédois Bo Rothstein la confiance qui renvoyait à la qualité des institutions publiques et aux « arènes » de délibération collective comme les instances du dialogue social, n'est plus justifiée par l'expérience sociale et l'efficacité de l'action publique. « La confiance se mérite. … Les respon¬sables politiques suédois sont parfaitement conscients du fait que, pour consentir à l'impôt, les contribuables ont besoin de croire non seulement dans la légitimité des poli¬tiques menées, mais aussi dans leur réalisation effective : au-delà de la légitimité des procédures, c'est le résultat final qui compte. »[9]

Mobilité sociale. « Les études n'étaient jamais payantes en Suède : ni dans le public, ni dans le privé, ni dans le supérieur, ni dans les échelons inférieurs. ». Le modèle sué¬dois a généré du dynamisme économique et de l'inno¬vation en réduisant les écarts de revenus entre les diplômés du supérieur et les catégories moins qualifiées. Dans ce modèle, « moins la rentabilité relative de l'éducation est élevée, c'est-à-dire moins l'im¬pact de chaque année de formation supplémentaire sur les revenus futurs de l'individu est fort, plus la mobilité sociale augmente. » [10] Avec l'incertitude actuelle sur la croissance, la confiance dans l'efficacité et l'équité du modèle social est ébranlée.

Le dynamisme de la production marchande a donc soutenu le modèle social-démocrate suédois. Avec la contraction de l'économie marchande sous l'effet d'une redistribution de la production mondiale en faveur des pays émergents et sous l'effet d'une polarisation du marché mondial du travail, le modèle social-démocrate entre en crise. Les rapports de l'économie marchande et de l'économie non marchande se modifient. L'économie non marchande publique qui s'appuie sur l'économie marchande va se contracter avec la contraction de cette dernière. Il faut donc distinguer entre économie non marchande publique et économie non marchande privée. Avec le développement de l'économie marchande, l'économie non marchande publique s'est substituée à l'économie non marchande privée. Avec la contraction de l'économie marchande, on devrait assister au processus inverse : l'économie non marchande se substituant à l'économie non marchande publique. Mais l'inversion du processus de substitution ne va pas de soi. Il y a comme un cliquet anti-retour que constitue les habitudes sociales. L'individu s'est émancipé de la famille, mais est devenu dépendant des riches (l'impôt). S'appuyer alors à nouveau sur la famille ou le groupe apparait comme une régression.

L'État social suédois a poussé le principe de la substitution de la production non marchande publique à la production marchande (« démarchandisation » ou « socialisation ») plus loin que les autres, couvrant progressivement les différentes étapes de la vie des citoyens, de la petite enfance jusqu'aux soins des personnes âgées. Dès 1971 il décide la suppression du devoir légal des enfants majeurs envers leurs ascendants âgés, reportant entièrement sur l'État et les collectivités la charge de garantir l'autonomie et les soins des personnes âgées – obligation d'offrir un logement, allocations en complémentent des retraites, maisons de retraite financées par l'impôt, etc. La solidarité intergénérationnelle repose moins sur la solidarité familiale et plus sur la socialisation des ressources. Si les inquiétudes et les critiques concernant la qualité des soins dans les maisons de retraite reviennent régulièrement dans le débat public suédois, on constate que, dans les enquêtes menées auprès des personnes âgées, ces dernières ne souhaitent pas un retour au financement par la famille.

« L'intermédiation de l'État marche aussi en sens inverse, le devoir financier des parents vis-à-vis de leurs enfants s'arrêtant à 18 ans et à l'école secondaire. Pour permettre aux jeunes d'étudier à l'université ou de suivre une formation professionnelle … »[11].

(A suivre)

Notes

(*) Enseignant chercheur en retraite, Faculté des Sciences économiques, Université Ferhat Abbas Sétif et ancien député du Front des Forces Socialistes (2012-2017), Béjaia.

[1] J'emprunte ce titre à l'ouvrage du politiste et diplomate libanais Ghassan Salamé. La tentation de Mars. Guerre et paix au XXI° siècle. Fayard. 2024. Il s'agira ici moins de géopolitique que d'économie politique.
[2] Fabri, E. (2016). De l'appropriation à la propriété : John Locke et la fécondité d'un malentendu devenu classique. Philosophiques, 43(2), 343–369. https://doi.org/10.7202/1038210ar
[3] Peter Turchin. End times : elites, counter-elites, and the path of political disintegration. New York : Penguin Press, 2023.
[4] Wojtek Kalinowski. « Modèle suédois. Et si la social-démocratie n'était pas morte ? » (Charles Léopold Mayer, 2017)
[5] Ibid.
[6] « En 1750, la part relative de la production manufacturière chinoise était de 32,8 %, alors que celle de l'Europe était de 23,2 % – leurs populations respectives étant estimées à 207 millions et 130 millions de personnes. Prises ensemble, les parts de l'Inde et de la Chine atteignaient 57,3 % de la production manufacturière globale […]. Le produit intérieur brut par habitant en Chine s'élevait à 228 dollars (valeur de 1960), contre 150 à 200 dollars selon les pays en Europe ». Philip S. Golub, « Quand la Chine et l'Inde dominaient le monde », Manière de voir, no 9, 2006, p. 9.
[7] https://www.lemonde.fr/idees/article/2024/05/13/ivan-krastev-les-europeens-ne-sont-pas-menaces-par-l-echec-de-leur-modele-mais-par-ses-succes_6232899_3232.html
[8] Wojtek Kalinowsky op. cit. p. 14
[9] Ibid. p. 45
[10] Ibid. p. 54
[11] Ibid. p. 84-85
[12] https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/12/20/suede-le-lent-declin-d-un-modele-qui-n-en-finit-pas-de-creuser-les-inegalites-entre-riches-et-pauvres_6155123_3232.html
[13] https://www.telos-eu.com/fr/politique-francaise-et-internationale/suede-le-crepuscule-de-la-social-democratie.html
[14] Ivan Krastev & Stephen Holmes. Le moment illibéral (The Light that Failed)
Arthème Fayard, 2019.
[15] Voir la thèse de Richard Wilkinson et Kate Pickett. Pourquoi l'égalité est meilleure pour tous. Les petits matins/ Institut Veblen/ Étopia, 2013 pour la traduction.
[16] Dans une plongée historique jusqu'au Néolithique, Walter Scheidel identifie quatre processus ou facteurs de liquidation des inégalités extrêmes et de progression de l'égalité – la guerre, la révolution, l'effondrement de l'État et la pandémie –, en se gardant de tout déterminisme. Walter Scheidel. Une histoire des inégalités de l'âge de pierre au XXIe siècle. Princeton University Press, 2017. Actes Sud, 2021.

INFLATION EN HAUSSE EN TUNISIE

+0,8 % de l'indice des prix à la consommation en octobre 2024

Selon l'Institut national de la statistique (INS), l'indice des prix à la consommation a enregistré une hausse de 0,8 % en octobre 2024, comparé au mois de septembre 2024.
Cette augmentation s'explique principalement par la flambée des prix dans plusieurs secteurs, notamment celui des vêtements et des chaussures, qui a vu une progression de 6,2 %. Les services de restauration et de cafés ont également connu une hausse significative de 2,5 %, tandis que les prix des produits alimentaires ont augmenté de 0,2 %.
L'augmentation des prix des aliments et des boissons (0,2 %) est attribuable à la montée des prix des produits spécifiques tels que la volaille et les œufs, tous deux enregistrant une hausse de 1,1 %. Les légumes frais ont vu leurs prix augmenter de 1 %, tandis que les fruits frais et les poissons frais ont respectivement augmenté de 0,5 %. En revanche, une baisse de 2,1 % a été observée dans les prix des huiles alimentaires.
Concernant les services de restauration, de cafés et d'hôtels, une augmentation de 2,5 % a été notée, due à une hausse de 3,2 % des prix des services de restauration et des cafés.
Les vêtements et les chaussures, qui ont vu leurs prix augmenter de 6,2 % en octobre 2024, coïncident avec la fin de la période des soldes d'été. Plus précisément, les prix des vêtements ont augmenté de 6,1 %, ceux des chaussures de 7,3 %, et les tissus ont enregistré une hausse de 1 %. Les accessoires vestimentaires divers ont également vu leurs prix augmenter de 2 %.

BANQUE DE BAHREÏN ET DU KOWEÏT B.S.C.

Résultats pour le troisième trimestre et les neuf mois se terminant le 30 septembre 2024

La Bank of Bahrain and Kuwait B.S.C. a publié ses résultats pour le troisième trimestre et les neuf mois se terminant le 30 septembre 2024. Pour le troisième trimestre, la société a déclaré un bénéfice net de 16,5 millions de BHD, contre 19,5 millions de BHD il y a un an. Le bénéfice de base par action des activités poursuivies s'est élevé à 0,009 BHD, contre 0,011 BHD il y a un an. Le bénéfice dilué par action des activités poursuivies était de BHD 0,009 contre BHD 0,011 il y a un an.
Pour les neuf mois, le bénéfice net a été de 53 millions de BHD contre 56,5 millions de BHD il y a un an. Le résultat de base par action des activités poursuivies est de 0,029 BHD contre 0,031 BHD il y a un an. Le bénéfice dilué par action des activités poursuivies s'est élevé à 0,029 BHD, contre 0,031 BHD il y a un an.

MAURITANIE

Mauritel investit 35,2 millions $ pour améliorer la qualité de service

En août dernier, le régulateur a menacé les opérateurs télécoms de sanctions en raison de la mauvaise qualité des services fournis aux consommateurs. Mauritel risque 313,2 millions d'ouguiyas d'amendes, entre autres.

L'opérateur de téléphonie mobile Moov Mauritel, filiale mauritanienne de Groupe Maroc Telecom, a annoncé le jeudi 31 octobre avoir engagé un programme d'investissement de 14 milliards d'anciens ouguiyas (35,2 millions $) pour renforcer son infrastructure télécoms. D'une durée de sept mois, l'initiative a permis « d'aboutir à une nette amélioration de la qualité voix et Internet sur l'ensemble du territoire national ». Cela intervient dans un contexte où les usagers et le gouvernement déplorent la mauvaise qualité des services fournis par les opérateurs télécoms.
Une mission de contrôle effectuée entre décembre 2023 et janvier 2024 par l'Autorité de régulation (ARE) a montré que « la qualité des services rendus par les opérateurs de communications électroniques à leurs usagers est manifestement en deçà des normes en vigueur, dans plusieurs villes, localités et axes routiers ». Le gouvernement a donc menacé de sanctionner lourdement les opérateurs télécoms.
En plus d'une réduction des licences en cours de trois mois, les sanctions financières encourues sont de 127 millions d'ouguiyas pour Mattel, 313,2 millions d'ouguiyas pour Mauritel et de 100,2 millions d'ouguiyas pour Chinguitel. Une nouvelle mission de contrôle a été lancée en septembre pour vérifier d'éventuelles améliorations et appliquer les mesures prévues par la loi en cas de persistance de la non-conformité. Cette annonce de Mauritel intervient quelques jours après que son concurrent Mattel a annoncé avoir achevé une campagne d'extension et de modernisation de son réseau télécoms engagée en 2022 avec l'appui technique de la société technologique chinoise Huawei. L'amélioration de la qualité de service devrait permettre à Mauritel de répondre convenablement aux besoins de la clientèle, ce qui a le potentiel de réduire le taux de désabonnement et d'augmenter l'utilisation des services, selon l'Association mondiale des opérateurs de téléphonie (GSMA). Cela devrait également permettre à l'opérateur de téléphonie mobile d'éviter des pertes de revenus et de garantir un avantage concurrentiel. MoovMauritel revendique le statut de « leader incontestable des télécommunications en Mauritanie ». Fin septembre 2024, l'entreprise a déclaré 2,5 millions d'abonnés à la téléphonie mobile. Fin septembre 2023, elle disposait d'une part de marché de 52 % sur ce segment où elle est en concurrence avec Mattel et Chinguitel. L'opérateur télécoms compte également 15 000 abonnés à la téléphonie fixe et 37 000 abonnés au haut débit fixe.

ARABIE SAOUDITE

Un plan stratégique pour l'innovation mondiale et la croissance des PME

Alors que l'Arabie saoudite accélère la réalisation des objectifs de son plan Vision 2030, Monsha'at, l'Autorité générale des petites et moyennes entreprises, accueille Biban24 du 5 au 9 novembre à Riyad. Cet événement de premier plan réunira des entrepreneurs, des investisseurs et des PME du monde entier pour favoriser l'innovation, l'investissement et les possibilités de croissance dans tout le Royaume.
L'un des points forts de l'événement de cette année sera le lancement d'un rapport complet sur l'écosystème entrepreneurial de l'Arabie saoudite, qui présentera les dernières informations économiques, les tendances et les opportunités pour les PME conformément à la Vision 2030.
Le tout nouveau rapport révèle les progrès remarquables accomplis par l'Arabie saoudite dans la création d'un environnement commercial dynamique, favorisé par un ensemble solide de réformes économiques et une stratégie de diversification ambitieuse. Selon le rapport, l'Arabie saoudite a connu une croissance de 4,9 % de son activité économique non pétrolière au deuxième trimestre 2024, renforçant ainsi sa position de plaque tournante mondiale pour les PME et les investisseurs étrangers.
En tant que l'un des événements les plus populaires de ce type dans la région, Biban24 servira de plateforme pour la collaboration, l'établissement de partenariats et l'échange significatif d'idées et de points de vue.
Les participants, y compris les entrepreneurs et les propriétaires d'entreprise, seront invités à tirer le meilleur parti de plus de 25 000 séances de formation, de mentorat et de conseil, afin d'acquérir une meilleure connaissance du lancement et de la croissance d'entreprises prospères.
Le forum offre également aux entrepreneurs et investisseurs internationaux une occasion de réseautage unique, qui leur permet de nouer des liens avec des entités locales et d'explorer les possibilités d'affaires dans les secteurs en plein essor de l'Arabie saoudite. Biban24 est le forum idéal pour apporter aux PME les conseils stratégiques et les ressources de financement indispensables à une croissance durable et à l'innovation technologique.
Le rapport présente une analyse complète des secteurs de développement clés, tels que les énergies renouvelables, l'intelligence artificielle et le tourisme culturel. Il souligne l'engagement de l'Arabie saoudite à autonomiser les PME grâce à des programmes de soutien financier et à des changements réglementaires qui réduisent les coûts de création d'entreprises et simplifient les processus d'octroi de licences.
L'Arabie saoudite a assuré sa stabilité économique en accordant la priorité à la croissance des secteurs non pétroliers, un changement stratégique qui s'est traduit par une croissance continue des activités non pétrolières, comme le soulignent les conclusions du rapport. Biban24 permettra aux PME de saisir ces occasions, grâce à des séances consacrées à la croissance stratégique, à l'innovation et au développement durable dans le paysage économique diversifié du Royaume.

GHANA

Le pays veut abriter la première usine de batteries au lithium en Afrique subsaharienne

L'Afrique héberge 30% des réserves mondiales de métaux critiques, mais participe peu à leur transformation. Riches en cuivre, cobalt ou lithium, la RDC, la Zambie ou encore le Zimbabwe affichent des ambitions dans la production locale de batteries électriques, avec des plans plus ou moins avancés.

Le Fonds souverain minier du Ghana (MineralsIncome Investment Fund ou MIIF) veut investir 2 millions $ dans Castle Minerals, propriétaire du plus grand projet de graphite du pays. Selon un communiqué du mardi 5 novembre, le financement ferait du MIIF le premier actionnaire de Castle et s'inscrit dans la stratégie d'Accra de produire localement des batteries électriques.

Les fonds serviront en priorité à poursuivre le développement de Kambale jusqu'au stade de l'étude de préfaisabilité. Le projet héberge 1,9 million de tonnes de graphite, selon une estimation publiée en octobre 2023. Les termes du protocole d'accord avec Castle prévoient que le MIIF aura le droit préférentiel d'acheter jusqu'à un maximum de 50 % de la production de graphite.

Alors que le gouvernement a déjà un accord avec Atlantic Lithium pour un éventuel projet d'usine de transformation du concentré de lithium bientôt produit sur la première mine du pays, ce nouveau développement traduit la volonté des autorités de faire du Ghana un producteur de batteries électriques. Le graphite et le lithium sont en effet utilisés pour produire ces batteries.

« Cet investissement s'inscrit dans le cadre de la politique du gouvernement ghanéen en matière de minéraux stratégiques et de son aspiration à créer la première usine de fabrication de batteries au lithium-ion de la région subsaharienne », souligne Edward Nana YawKoranteng (photo), PDG du MIIF.

Encore des efforts à fournir…

Selon un rapport de la BAD, l'Afrique ne devrait capter que 55 milliards de dollars sur un marché des batteries et véhicules électriques estimé à 8800 milliards d'ici 2025, si le continent se limite au rôle d'exportateur de minerais bruts. Alors que le marché est en pleine croissance, cet exemple montre la nécessité pour les pays producteurs de minéraux utilisés dans cette industrie d'investir dans la transformation locale. Pour y arriver, plusieurs pays africains, dont le Ghana, ont déjà décidé d'interdire l'exportation à l'état brut de graphite, lithium et autres.

La disponibilité du lithium et du graphite n'est néanmoins pas suffisante pour développer une usine de production de batteries électriques, explique un rapport publié sur Ecofin Pro, la plateforme de l'Agence Ecofin destinée aux professionnels. Intitulé « Produire des batteries électriques en Afrique : les conditions de la faisabilité », le document montre qu'il faut aussi disposer de capacités techniques suffisantes, être capable de mobiliser du financement pour les infrastructures et disposer d'un approvisionnement électrique stable.

« La production de batteries électriques en Afrique est un défi majeur, mais pas impossible à relever. Il est crucial de disposer de politiques gouvernementales favorables, d'infrastructures adéquates, de compétences techniques et de coopération internationale pour réussir », estime Louis-Nino Kansoun, auteur du rapport.

Obtenir une batterie électrique nécessite aussi d'autres métaux comme le nickel, le cobalt, le cuivre ou le manganèse, autant de métaux que le Ghana ne produit pas. Pour le moment, le gouvernement ghanéen n'a pas encore présenté de plans concrets relatifs à son ambition de devenir producteur de batteries au lithium-ion.

RDC

Nouveau record de production mensuelle pour la plus grande mine de cuivre

Kamoa-Kakula est la plus grande mine congolaise de cuivre, avec une capacité de production annuelle de 600 000 tonnes. En août 2024, un record de production mensuelle de 40 347 tonnes a été établi après la mise en service d'un nouveau concentrateur sur le site.

Ivanhoe Mines a annoncé le lundi 4 novembre une production mensuelle de 41 800 tonnes de concentré de cuivre à son complexe Kamoa-Kakula en RDC. Il s'agit d'un nouveau record établi par la plus grande mine du pays, après la production de 40 347 tonnes de concentré en août 2024.

Ces niveaux records interviennent avec l'entrée en service du troisième concentrateur de Kamoa-Kakula, qui a porté cette année la capacité de production totale de la mine à plus de 600 000 tonnes par an.

« En octobre, nous avons franchi une étape remarquable en dépassant le taux de production annualisé de 500 000 tonnes de cuivre, ce qui nous place dans le peloton de tête des producteurs de cuivre à l'échelle mondiale », a indiqué Robert Friedland, fondateur et coprésident exécutif d'Ivanhoe.

ETHIOPIE

7,4 milliards $ d'obligations pour régler des dettes d'entreprises publiques

Les fonds serviront notamment à rembourser les prêts accordés par la première banque du pays à de nombreuses sociétés d'Etat, dont Ethiopia Electric Power, EthiopianSugarCorp et EthiopiaRailway Corp.

L'Ethiopie prévoit d'émettre des obligations domestiques d'une valeur de 900 milliards de birrs (7,4 milliards de dollars) pour régler les dettes de plusieurs entreprises publiques, qui ont alourdi le bilan de la Commercial Bank of Ethiopia, la première banque du pays.

Les fonds seront levés par le biais d'obligations souveraines d'une maturité de 10 ans, selon un décret soumis par le gouvernement au parlement le mardi 5 novembre.

Environ 846 milliards de birrs seront utilisés pour rembourser les prêts accordés par la Commercial Bank of Ethiopia à des sociétés d'Etat comme Ethiopia Electric Power, EthiopianSugarCorp, Ethio Engineering Group et EthiopiaRailway Corp. Le reliquat servira à augmenter le capital du mastodonte bancaire public.

Les taux d'intérêt de ces obligations seront déterminés par le ministère des Finances, la Banque centrale et la Commercial Bank of Ethiopia, selon le décret.

L'émission de ces obligations domestiques d'un montant record intervient alors que l'Ethiopie s'efforce de mettre de l'ordre dans ses finances publiques après avoir fait défaut sur sa dette en décembre 2023.

La situation financière du deuxième pays le plus peuplé du continent s'est dégradée, en raison d'un conflit qui a éclaté en novembre 2020 entre le gouvernement central et des groupes rebelles dans la région du Tigré. Les rebelles tigréens et le gouvernement central avaient signé, en novembre 2022, un accord de paix, mais la situation politique demeure tendue. L'économie a aussi été déstabilisée par la pandémie de Covid-19, les conséquences du conflit russo-ukrainien sur le commerce mondial, le recul des cours de certains produits d'exportation et un épisode de sécheresse sans précédent depuis quarante ans.

SÉNÉGAL

Le gouvernement interdit l'exportation d'arachides en 2024/2025

Le Sénégal est le 3ème producteur africain d'arachide après le Nigéria et le Soudan. Dans le pays, la denrée occupe une place de choix dans les exportations agricoles, souvent au détriment de l'approvisionnement local pour les besoins industriels. Au Sénégal, l'exportation d'arachides sera interdite au cours de la campagne de commercialisation 2024/2025 à compter du 15 novembre prochain, et ce, jusqu'à nouvel ordre. L'annonce a été faite dans une circulaire signée par le ministère de l'Agriculture le mardi 29 octobre dernier qui précise qu'un délai a été accordé aux exportateurs pour réaliser leurs opérations avant la mise en application de cette mesure. « Les exportations de graines d'arachide avaient été autorisées sur une fenêtre portant sur la période allant du 12 septembre au 15 novembre 2024, pour éviter tout chevauchement avec la campagne de commercialisation 2024/2025 », peut-on lire sur la note d'information. Selon les informations relayées par les médias locaux, cette initiative s'inscrit dans le cadre d'une stratégie du gouvernement pour assurer la disponibilité de la récolte pour la satisfaction des besoins industriels.

Il faut noter que cette décision fait déjà grincer des dents dans le rang des exportateurs. Dans des déclarations rapportées le 29 octobre par l'Agence de presse sénégalaise (APS), le Collectif des producteurs et exportateurs de graines d'arachide (COPEGA) estime que ce ban pourrait nuire à la compétitivité sur le marché local. L'organisation qui souligne également la faiblesse de la capacité des transformateurs locaux, craint que la nouvelle mesure favorise les huiliers au détriment des exportateurs. « Les huiliers n'ont pas la capacité de collecter toute la production d'arachide et de la transformer. Ils seront obligés de faire des exportations à notre place », a déclaré Habib Thiam, président du COPEGA. D'un autre côté, le gel des exportations d'arachides devrait permettre à la Société nationale de commercialisation des oléagineux (Sonacos), principal huilier du pays, souvent désavantagé par la concurrence des acheteurs chinois, d'avoir une plus grande marge de manœuvre pour s'approvisionner en matière première. Alors que l'entreprise fonctionne depuis plus d'une décennie en deçà de ses capacités, la relance des opérations de son unité de transformation basée à Louga après 2 ans d'arrêt, annoncée le samedi 2 novembre, une semaine après la relance de celle de Ziguinchor, devrait contribuer à augmenter sa demande en arachide. Au Sénégal, la Sonacos exploite 4 autres unités de transformations respectivement basées à Dakar, Diourbel, Kaolack et Kolda.

Dans le pays de la Teranga, l'arachide est principalement cultivée dans le bassin arachidier qui regroupe les régions de Thiès, Louga, Diourbel, Fatick, et Kaolack. En 2023/2024, les prévisions de récolte qui restent encore à être confirmées, tablaient sur 1,7 million de tonnes.

DOPÉE PAR LE DÉCROCHAGE CONTINU DU YEN

Tokyo en nette hausse

La Bourse de Tokyo grimpait de plus de 2% jeudi dans un marché dopé par le décrochage du yen, qui continuait de creuser ses pertes après des déclarations accommodantes du nouveau Premier ministre japonais sur la politique monétaire.

A Tokyo, l'indice vedette Nikkei progressait de 2,49% à 38.750,89 points vers 01H00 GMT et l'indice élargi Topix gagnait 1,55% à 2.693 points.
La monnaie japonaise continuait de s'affaiblir, s'échangeant à 147,17 yens pour un dollar, au plus bas depuis près de deux mois, contre 143,76 yens la veille à 06H15 GMT, un affaiblissement propre à favoriser les entreprises exportatrices nippones.
Le yen creusait ses pertes face au dollar après avoir brutalement décroché de 2% mercredi dans les échanges américains, en réaction à des déclarations du nouveau chef de gouvernement, officiellement élu mardi. Shigeru Ishiba a estimé que son pays n'était pas "dans un environnement propice à de nouvelles hausses de taux", après une rencontre avec le gouvernement de la Banque du Japon (BoJ), Kazuo Ueda.
Ce dernier a pour sa part affirmé que son institution soutiendrait l'économie "par le biais de conditions monétaires accommodantes". La BoJ a déjà relevé son taux directeur à deux reprises cette année, pour la première fois depuis 2007, alors que toutes les autres grandes banques centrales les ont rabotés, dans le même temps: un grand écart qui avait favorisé un renchérissement du yen et mis la Bourse tokyoïte sous pression. La pression sur le yen a été renforcée mercredi par la remontée des taux obligataires américains, qui accompagnait un indicateur faisait état de créations d'emplois plus nombreuses que prévu.
La monnaie japonaise continuait également de reculer face à la monnaie unique, à 162,44 yens pour un euro.
"Les arguments demeurent pour anticiper un renforcement du yen, qui devrait rester soutenu par son attrait de valeur refuge" face aux tensions géopolitiques, "et par une réduction de l'écart des rendements" entre le Japon et les Etats-Unis, où la banque centrale américaine (Fed) devrait continuer de baisser ses taux, tempère cependant Charu Chanana, de FX Strategy. "Mais la Fed et la BOJ sont susceptibles d'agir graduellement" pour modifier leurs taux, "ce qui freinera toute progression du yen", reconnaît-elle.
De son côté, les cours du pétrole continuaient de progresser dans un marché fébrile face au regain de tensions au Moyen-Orient.
Vers 01H00 GMT, le prix du baril de Brent de la mer du Nord progressait de 0,66%, à 70,76 dollars. Le baril de West Texas Intermediate (WTI) américain gagnait 0,61%, à 74,51 dollars.
Les cours de l'or noir étaient de nouveau montés en flèche mercredi en début d'échanges américains, dopé par les craintes de perturbations de l'offre de brut, après l'attaque iranienne contre Israël et les menaces de riposte israélienne.
Le marché du pétrole s'était ensuite essoufflé, les spéculation sur une augmentation de la production des pays de l'Opep l'emportant quelque peu sur l'escalade au Moyen-Orient.
"Aussi vite que la panique s'est installée, les prix du pétrole se sont inversés, grâce à un rappel à la réalité avec l'annonce d'une augmentation la semaine dernière des stocks de pétrole américains: le marché pourrait être mieux approvisionné qu'on ne le pensait", ajoute Stephen Innes, analyste de SPI Asset Management. "La prudence restait de mise" face à la volatilité de la situation géopolitique, avertissait-il cependant.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر
BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN
Cours du : 06 Novembre 2024
Valeur : 08 Novembre 2024

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	133.7794	133.7944
1	EUR	EURO	143.7058	143.7353
1	GBP	POUND STERLING	172.1300	172.1714
100	JPY	JAPANESE YEN	86.8134	86.8287
1	CNY	CHINESE YUAN	18.6845	18.6882
1	CHF	SWISS FRANC	152.9607	152.9953
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	96.0300	96.0477
1	DKK	DANISH KRONE	19.2574	19.2607
1	SEK	SWEDISH KRONA	12.2712	12.2781
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.0071	12.0148
1	AED	UAE DIRHAM	36.4204	36.4275
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.6109	35.6187
1	KWD	KUWAITI DINAR	435.6216	435.8124
1	TND	TUNISIAN DINAR	42.9912	43.4233
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	13.6189	13.6204
1	LYD	LIBYAN DINAR	27.7211	27.8634
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.3690	3.3795
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	178.4416	178.4416

BOURSE DE ZURICH

Dans le vert, avant la victoire de Trump

La Bourse suisse s'acheminait mercredi vers une ouverture en hausse, alors que Donald Trump est aux portes du pouvoir aux Etats-Unis, son avance sur Kamala Harris se confirmant heure après heure. Les principaux indices outre-Atlantique ont bouclé la séance de mardi en hausse, récompensant la robustesse de l'économie américaine et ignorant l'incertitude entourant les élections.
Le cours de l'or, valeur refuge qui avait flambé ces dernières semaines, retombait nettement, à environ 2709 dollars l'once, bien loin du sommet historique à 2790 dollars atteint fin octobre.
Le pétrole reculait également de 2% environ, qu'il s'agisse du Brent ou du WTI.
A 08h13, le pré-SMI extrapolé par Julius Bär s'enrobait de 0,86% à 11'967,53 points, tous les titres pointant en hausse.
Les trois poids lourds participaient à la fête et se dirigeaient chacun vers une hausse de 0,7% environ. Sika (+1,4%) a finalisé l'acquisition du péruvien Chema.
UBS et Swiss Life (chacun +1,4%) étaient également plus fortement recherchés que la moyenne. L'assureur vie a vu son objectif de cours relevé par Berenberg.
Hors SMI, Barry Callebaut (+1,7%) a fait état d'un bénéfice net en baisse malgré des ventes en hausse et des volumes stables lors de son exercice décalé 2023/24, clos fin août. Les actionnaires se verront proposer un dividende identique à l'exercice précédent.
Oerlikon (-0,2%) a vu son objectif de cours abaissé par la Banque royale du Canada (RBC).
L'agrégateur de voyages Lastminute.com (pas de cours avant-Bourse) a annoncé un programme de rachat de titres, profitant de la hausse de ses recettes au troisième trimestre et du doublement de son bénéfice net.

ASIE

Les marchés focalisés sur la présidentielle américaine

Les marchés asiatiques grimpent prudemment mercredi, les yeux rivés sur l'élection présidentielle en cours aux Etats-Unis, le dollar rebondissant vigoureusement dans l'anticipation des politiques budgétaires américaines en cas de victoire de Donald Trump.
Alors qu'une attente fébrile débute aux Etats-Unis après la fermeture mardi des premiers bureaux de vote pour une élection présidentielle à l'issue très serrée, le marché des changes connaît des montagnes russes et des échanges très volatils. Vers 01H20 GMT, le billet vert bondissait ainsi de presque 1% face à la devise japonaise (à 152,93 yens pour un dollar) comme face à la monnaie commune européenne (à 0,9238 euro pour un dollar). Signe de l'appétit accru des investisseurs pour le risque, le bitcoin s'envolait lui aussi, à plus de 70.700 dollars, Donald Trump ayant promis une réglementation très assouplie pour les monnaies numériques - qui seraient également favorisées en cas d'éventuels dérapages budgétaires. A Tokyo, vers 01H20, l'indice vedette Nikkei grimpait de 1,26% à 38.956,98 points, et l'indice élargi Topix de 1,02% à 2.691,42 points. La Bourse tokyoïte reste sur le qui-vive: les premiers résultats du scrutin américain "sont publiés pendant les heures de cotation, on s'attend à une compétition serrée et donc à une certaine nervosité", avertissent les experts de Tokai Tokyo Securities. Vers 01H35 GMT, peu après l'ouverture, l'indice composite de Shanghai gagnait 0,20% à 3.393,38 points, celui de Shenzhen 0,24% à 2.052,75 points. A contrario, l'indice Hang Seng à Hong Kong perdait 1,01% à 20.793,82 points. Les marchés chinois avaient été soutenus mardi par la perspective d'annonces détaillées en fin de semaine sur les plans de relance économique de Pékin, à l'issue d'une réunion de l'assemblée parlementaire du pays, soulignent les experts de Standard Chartered.

BOURSE DE PARIS

Bien orienté après les résultats des élections US

Le CAC40, progresse de 1,2% vers 7505Pts alors que le scénario d'une victoire assez nette des Républicains semble pour l'heure se dessiner de l'autre côté de l'Atlantique. Au moment où nous écrivons ces lignes, le New York Times donne à Donald Trump 93% de chances de remporter un second mandat et prévoit que le Parti républicain prendra le contrôle des deux chambres du Congrès', souligne en effet Panmure Liberum. Dans ce contexte, les indices américains réagissent positivement, avec un S&P 500 en hausse de plus de 1%. Mais c'est surtout le Russell 2000, regroupant les petites capitalisations américaines, qui se distingue', note pour sa part Saxo Bank. En Europe, la réaction est plus modérée : les craintes d'une politique commerciale agressive et des tensions géopolitiques, notamment en raison des changements de politique de l'OTAN, pèsent sur les indices', poursuit la banque danoise. Si leur attention devrait rester accaparée par les élections américaines ce matin, les investisseurs prendront aussi connaissance de plusieurs données macroéconomiques en Europe, dont les indices PMI composites pour le mois d'octobre. L'indice HCOB PMI composite de l'activité globale en France, calculé par S&P Global, s'est replié de 48,6 en septembre à 48,1 en octobre, signalant ainsi la plus forte contraction de l'activité du secteur privé français depuis février dernier. L'indice PMI composite HCOB de l'activité globale dans la zone euro s'est inscrit à 50 en octobre, reflétant ainsi une parfaite stabilité de l'activité du secteur privé, après avoir traduit une légère contraction en s'établissant à 49,6 le mois précédent.
Dans l'actualité des valeurs à Paris, Crédit Agricole dévoile un résultat net part du groupe sous-jacent en augmentation de 10,9% pour le troisième trimestre 2024, pointant notamment la croissance de son métier gestion de l'épargne et assurance. Parmi les points d'activité de mardi soir ou de la matinée, figurent aussi ceux de la société d'investissement Eurazeo, des chimistes Solvay et Arkema, du producteur d'énergies renouvelables Neoen et de l'assureur-crédit Coface.

USA 2024

Donald Trump remporte l'élection présidentielle

Le républicain Donald Trump a remporté mercredi l'élection présidentielle américaine, selon les projections d'Edison research, en battant largement sa rivale démocrate Kamala Harris.

L'ancien président américain a remporté 276 grands électeurs contre 219 pour la vice-présidente sortante. Pour remporter l'élection présidentielle, un candidat doit atteindre le seuil des 270 voix au Collège électoral, qui compte 538 grands électeurs.
Alors que les enquêtes d'opinion donnaient les deux candidats au coude à coude, Donald Trump a assuré sa victoire en l'emportant dans plusieurs Etats dits "pivots", notamment en Pennsylvanie.
La victoire de l'ancien magnat de l'immobilier, 78 ans, laisse entrevoir de vastes changements dans les politiques de Washington, qu'il s'agisse de commerce, de climat, de relations internationales, d'impôts ou encore d'immigration.
Plusieurs dirigeants de l'Union européenne ont félicité Donald Trump pour sa victoire à l'élection présidentielle américaine, malgré les craintes que suscite à Bruxelles son retour au pouvoir.
Dans un message sur le réseau social X, Emmanuel Macron s'est dit prêt à travailler avec le futur locataire de la Maison blanche "pour plus de paix et de prospérité".
Le chancelier allemand Olaf Scholz a promis quant à lui de continuer à travailler "pour promouvoir la prospérité et la liberté des deux côtés de l'Atlantique".
A l'extrême droite de l'échiquier politique du continent, le Premier ministre hongrois Viktor Orban s'est réjoui sur Facebook d'une "victoire dont le monde avait bien besoin" et la présidente du Conseil italien, Giorgia Meloni, a appelé au renforcement du "lien stratégique" entre les Etats-Unis et l'Italie, deux "nations soeurs".
La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a appelé à oeuvrer à un "programme transatlantique fort". Derrière ces félicitations, les dirigeants européens s'inquiètent de l'impact qu'un retour de Donald Trump à la Maison blanche pourrait avoir sur l'évolution des relations entre Bruxelles et Washington, déjà tendues lors du premier mandat de l'homme d'affaires, entre 2016 et 2020.

Les critiques virulentes de Donald Trump à l'égard de l'Otan, sa vision ambivalente de la guerre en Ukraine et sa position sur le changement climatique n'incident guère à l'optimisme.
Après ses félicitations, Emmanuel Macron a rapidement précisé, toujours sur X, qu'il avait échangé avec Olaf Scholz, promettant de coopérer avec les États-Unis "en défendant nos intérêts et nos valeurs".
Le secrétaire général de l'Otan, Mark Rutte, a lui appelé les Etats-Unis et l'Europe à "travailler ensemble au sein de l'Otan" pour une politique de dissuasion.

Tensions commerciales ?

Outre la politique de défense, le commerce européen pourrait pâtir d'un retour de Donald Trump, qui a menacé le mois dernier d'augmenter les taxes sur les exportations de l'UE.
Donald Trump a déclaré qu'il imposerait une taxe de 10% sur les importations en provenance de tous les pays et de 60% sur celles en provenance de Chine.
Les économistes ont prévenu que ces mesures pourraient avoir des répercussions sur les chaînes d'approvisionnement du monde entier avec une augmentation des coûts, tandis que la Chine pourrait chercher à détourner ses exportations vers l'Europe.
La banque Barclays a mis en garde contre d'éventuelles baisses des bénéfices européens pouvant aller jusqu'à -9%, si les conflits commerciaux devaient reprendre.
Sur le plan politique, les formations d'extrême droite du continent ont salué la victoire du milliardaire.
En France, la présidente du groupe Rassemblement national (RN) à l'Assemblée nationale, Marine Le Pen, a salué sur X une "nouvelle ère politique" qui "doit contribuer au renforcement des relations bilatérales et à la poursuite d'un dialogue et d'une coopération constructive sur la scène internationale".
En Allemagne, la coprésidente du parti d'extrême droite Alternative pour l'Allemagne (AfD), a salué une victoire des travailleurs et non du "Hollywood éveillé".
"C'était un vote contre l'immigration de masse, c'était un vote contre le déclin économique", a-t-elle ajouté, alors que Donald Trump dit vouloir "fermer les frontières des États-Unis".
Aux Pays-Bas, le dirigeant du parti d'extrême droite Parti pour la liberté, Geert Wilders, a félicité sur X et en majuscules Donald Trump, l'appelant à "CONTINUER LE COMBAT".

ALLEMAGNE

Rebond plus fort qu'attendu des commandes industrielles en septembre

Les commandes industrielles en Allemagne ont davantage rebondi que prévu en septembre après la chute d'août, selon des chiffres publiés mercredi, tandis qu'une victoire de Donald Trump aux États-Unis risquerait de menacer les exportations allemandes. L'indicateur clef pour le secteur manufacturier, pilier de l'économie allemande, a augmenté de 4,2% sur un mois, après le recul d'août, révisé à -5,4%, qui suivait une hausse de 3,9% en juillet, d'après des chiffres de l'institut des statistiques. C'est mieux que la hausse d'1,3% en septembre qui était attendue par les analystes sondés par Facset.
«Cette forte augmentation reste une agréable surprise» qui «donne enfin de l'espoir pour un redressement dans l'industrie manufacturière», note Jens-Oliver Niklasch chez LBBW. En excluant les grosses commandes, souvent volatiles d'un mois à l'autre, l'agrégat a progressé de 2,2% par rapport à août. En comparaison sur trois mois, le volume des commandes du troisième trimestre 2024 était globalement supérieur de 4,2% par rapport au trimestre précédent, mais inférieur de 0,6% si l'on exclut les grosses commandes.
Cependant, «avec la victoire électorale imminente de Donald Trump, le vent risque de souffler de nouveau plus fort contre l'industrie allemande», ajoute l'expert. «Si l'on prend Trump au mot, les exportations allemandes vers les États-Unis pourraient être sous pression en 2025 en raison des droits de douane à l'importation», conclut-il. Le produit intérieur brut (PIB) allemand a augmenté de 0,2% au troisième trimestre, déjouant les pronostics qui voyaient la première économie européenne entrer en récession, selon une première estimation publiée fin octobre par Destatis.
Aucune des enquêtes récentes - indicateur des directeurs d'achats (PMI), moral des entrepreneurs (IFO) - ne signale pour l'instant un redressement durable de l'économie. Le gouvernement table depuis octobre sur une contraction de 0,2% du PIB annuel au lieu d'une hausse de 0,3% prévue au printemps.

FRANCE

Malgré de nouvelles mesures, des blocages annoncés pour mi-novembre

"Sans décision forte et immédiate de l'Etat, les agriculteurs bloqueront le fret alimentaire français", peut-on lire dans un communiqué de la CR47 (Coordination rurale du Lot-et-Garonne), syndicat particulièrement virulent lors du mouvement de colère agricole en janvier.
La colère gronde toujours du côté des agriculteurs. Après un important conflit au printemps dernier, ils craignent d'être oubliés après les élections législatives et le changement de gouvernement, alors que l'exécutif précédent avait formulé un certain nombre de promesses.
Certains agriculteurs ou organisations régionales souhaitent un durcissement des actions allant jusqu'à des blocages.
"Sans décision forte et immédiate de l'Etat, dès mercredi 20 novembre, les agriculteurs bloqueront le fret alimentaire français", peut-on lire dans un communiqué de la CR47 (Coordination rurale du Lot-et-Garonne).
Ce syndicat a été particulièrement virulent lors du mouvement de colère agricole en janvier.
Le gouvernement souhaite éviter un nouveau front et souhaite rassurer les agriculteurs. La ministre de l'Agriculture Annie Genevard a présenté deux outils de soutien à la trésorerie des agriculteurs les plus en difficulté, répondant ainsi à une demande forte de l'alliance syndicale majoritaire FNSEA/Jeunes Agriculteurs (JA).
Le premier est "un prêt à court terme pour des difficultés conjoncturelles". L'Etat négocie actuellement avec le secteur bancaire un taux réduit, "entre 1,5 et 2%".
Le second permet aux agriculteurs dont les difficultés "mettent en péril la pérennité même de l'exploitation" de restructurer leur dette afin de la rendre plus soutenable, via un prêt "à plus long terme, 5 à 7 ans", et garanti par l'Etat à hauteur de 50%.

AUTOMOBILE

Les fermetures d'usines se multiplient en Europe

La fermeture de deux usines Michelin en France allonge la longue liste de plans sociaux dans l'automobile en France et en Allemagne. L'Europe est déclassée par rapport aux États-Unis et à l'Asie.
Journée noire pour l'emploi en France. Mardi, la direction de Michelin a annoncé la fermeture de deux usines, à Cholet (Maine-et-Loire) et à Vannes (Morbihan), qui emploient au total 1254 personnes. Dans le même temps, le distributeur Auchan annonçait la suppression de 2389 emplois. Ces annonces « sont évidemment éminemment préoccupantes », a déclaré le ministre de l'Économie, Antoine Armand. À l'Assemblée nationale, Michel Barnier a réagi plus vivement. « En désaccord » avec la décision de Michelin, le premier ministre a affirmé vouloir savoir ce que l'équipementier automobile et Auchan ont « fait de l'argent public qu'on leur a donné ».
Pour l'industrie automobile française, l'annonce de Michelin, un de ses fleurons, est un coup de tonnerre de plus. Elle s'ajoute à une série noire de fermetures d'usines et de plans sociaux XXL dans le pays. Cet été, c'est l'équipementier Valeo qui annonçait son intention de fermer trois sites.

Modena Automobili revisite la Maserati Shamal

Après les Ferrari F355 et 550, au tour d'une Maserati d'avoir droit à son interprétation restomod avec la Shamal revisitée par Modena Automobili.

La Maserati Shamal, lancée en 1989, est un modèle emblématique que l'on doit au crayon du célèbre designer Marcello Gandini. Elle s'inscrit dans la lignée des Biturbo des années 80, mais avec un moteur V8 puissant et un design musclé qui marquera durablement les passionnés d'automobile. Aujourd'hui, Modena Automobili, une entreprise spécialisée dans les voitures de collection, rend hommage à cette icone avec une version restomod basée sur la Biturbo, intégrant le style audacieux de la Shamal et des technologies modernes.

Style modernisé

Le design extérieur de ce restomod s'inspire largement de la Shamal tout en adoptant des lignes modernes. Chaque panneau extérieur a été redessiné, combinant acier et fibre de carbone pour un look large et imposant. On retrouve des extensions d'ailes et des arches angulaires rappelant le style signature de la Shamal. À l'avant, la calandre est agrandie, des prises d'air élargies et un splitter ont été ajoutés, tandis que le capot bombé intègre des ouïes d'aération pour permettre au nouveau moteur de mieux respirer. À l'arrière, des feux modernisés, un aileron intégré et un diffuseur avec quatre sorties d'échappement complètent cette allure sportive et agressive.

Un V6 pour remplacer le V8

Sous le capot, le moteur V6 biturbo de 3,0 litres, emprunté à la Maserati Ghibli S, est boosté à 500 ch. Il est associé à la transmission automatique à huit vitesses et au différentiel de la Ghibli. Face au chrono, le 0 à 100 km/h est abattu en 4,9 s, avec une vitesse de pointe de 290 km/h. On pourra regretter que l'officine italienne ne soit pas allée jusqu'à reprendre le V6 Nettuno moderne qui sévit sous le capot des GranTurismo/GranCabrio, Grecale et MC20 Stradale. Le châssis monocoque de la Biturbo a été renforcé par des éléments en fibre de carbone, et la suspension modernisée assure une meilleure tenue de route. Le système de freinage a été amélioré avec des disques ventilés et des étriers Brembo, et les jantes au diamètre plutôt raisonnable de 18 pouces sont chaussées de pneus Pirelli P Zero.

Prix et livraisons

Modena Automobili prévoit de produire seulement 33 exemplaires de ce restomod, avec un prix de départ de 585.000 € avant taxes, le plaçant bien au-dessus de toute Maserati actuelle, y compris la MC20 GT2 Stradale. Les commandes sont déjà ouvertes et les premières livraisons sont estimées entre 8 et 10 mois. Le premier prototype, basé sur un modèle Biturbo de 1983, devrait être achevé au premier trimestre 2025.

AUDI A6 E-TRON

Des versions moins chères pour s'attaquer à la BMW i5

Après le SUV Q6, la berline. L'A6 e-tron a déjà débarqué en France et ses tarifs sont connus. Mais Audi annonce de nouvelles versions moins chères. Ce seront surtout ses mensualités en location qui feront la différence, ou pas, face à une Mercedes EQE et surtout la dernière BMW i5. Plateforme PPE, acte 3. Après le Porsche Macan électrique et le Q6 e-tron, voici la troisième itération de la nouvelle base technique du groupe Volkswagen, qui sert aux modèles haut de gamme 100% électriques avec l'A6 e-tron. La présentation étant derrière nous, il s'agit maintenant aux équipes commerciales d'Audi France de s'activer pour concurrencer la BMW i5 qui, elle aussi, a investi l'Hexagone il y a peu. Le match promet d'être serré, d'autant plus que ces véhicules sont avant tout achetés par des sociétés et des professionnels.

Et pour l'heure, on ne peut pas dire que ces immatriculations "pros" – plus de 50% du neuf en France, tout de même – soient vraiment orientées "électrique". Le gâteau est donc encore maigre, et il faudra sortir les arguments pour séduire les acheteurs de ne pas aller chez BMW et Mercedes. Audi annonce d'ailleurs déjà les premiers loyers, puisque ces berlines seront surtout acquises en location. Et après l'arrivée des premières versions il y a un mois, voici l'arrivée d'une nouvelle version à plus petite batterie, ainsi que d'une Quattro sous la S6.

Une Audi A6 électrique plus accessible

Audi annonce déjà un loyer : 870 €/mois sur un contrat de 37 mois et 30 000 km annuels… sans apport. Ce sera sur la version break Avant en finition S-Line et propulsion. Une offre qui pourrait séduire les pros, d'autant plus que ces variantes dégonflées des premières A6 e-tron lancées sur le marché français conservent la charge très rapide à 225 kW, particularité de la plateforme PPE câblée en 800 V. Audi annonce 260 km d'autonomie, récupérés en seulement 10 minutes sur les bornes à courant continu les plus performantes. Cette A6 moins chère saura donc tout autant voyager que le reste du catalogue A6 e-tron, même si la capacité de batterie chute : 83 kWh contre 100 kWh pour les A6 e-tron les plus haut de gamme. L'autonomie passe donc à 622 km sur la Sportback e-tron et, étonnamment, 30 km de moins sur le break, qui est habituellement plus efficient que la berline. Cette fois, le Sportback crée moins de turbulences aéro que le break.

Les deux nouvelles versions sont donc à propulsion et transmission intégrale. La première affiche 285 ch sur les roues arrière et 7 secondes pour passer les 100 km/h. La seconde, en Quattro, développe 428 ch et atteind les 100 km/h en 5,4 secondes. Elle garde toutefois la grosse batterie de 100 kWh, qui lui donne droit à 711 km d'autonomie en berline et 679 km en break. Les tarifs respectifs sont de 66 420 € (67 920 € en break Avant) et 84 320 € (85 820 € en break Avant). C'est tout de même 10 000 € de moins en entrée de gamme qu'une BMW i5 eDrive40 de 340 ch, qui dispose d'une autonomie de 582 km. L'A6 e-tron est donc pour le moment dans le bon coup.

DONALD TRUMP À PEINE RÉÉLU

L'AFP et TikTok vont lutter contre la désinformation

TikTok et l'AFP unissent leurs forces contre la désinformation, avec un partenariat stratégique qui arrive à point nommé, alors que Donald Trump vient de devenir président des États-Unis pour la seconde fois.

Au lendemain de l'une des élections présidentielles américaines les plus controversées, qui voit Donald Trump triompher, TikTok et l'Agence France-Presse (AFP) ont annoncé un partenariat majeur dans la lutte contre la désinformation. Cette initiative, déployée depuis le 4 novembre sur la plateforme sociale, vise d'abord les jeunes utilisateurs, à l'heure où les réseaux sociaux jouent un rôle crucial dans la diffusion de l'information politique.

L'initiative TikTok x AFP, une réponse aux défis de l'information moderne

Alors que les fausses informations ou la déformation de ces dernières se multiplient sur les réseaux sociaux, TikTok essaie de prendre les devants. Le réseau social de vidéos verticales lance un mini-site dédié à l'éducation aux médias, accessible grâce à une recherche par simples mots-clés.
L'initiative s'appuie sur l'expertise de l'Agence France-Presse, qui met à disposition ses 150 journalistes fact-checkers répartis sur cinq continents. L'AFP a créé des contenus vidéo spécifiques, disponibles sur le mini-site et sur son compte officiel @afpfr sur TikTok. Ces ressources abordent d'ailleurs divers sujets, allant de l'inversion des pôles à l'utilisation de l'intelligence artificielle, avec un objectif clair : donner aux utilisateurs les outils nécessaires pour détecter les fake news.
La démarche s'accompagne en tout cas de principes simples mais efficaces. TikTok encourage ses utilisateurs à examiner les faits, à se méfier des contenus trop émotionnels, à vérifier leurs sources et à rester vigilants face aux montages trompeurs. Certains diront que ces recommandations sont faites depuis des années… sans beaucoup de succès.

Un engagement renforcé dans un contexte politique tendu

Même si tout n'est pas parfait, on a encore pu le voir avec ce deepfake de Michel Barnier toujours en ligne, TikTok ne ménage pas ses efforts pour essayer de maintenir la qualité de l'information sur sa plateforme. La collaboration avec 13 partenaires de fact-checking, couvrant 33 langues et 64 marchés, témoigne de cette ambition. En France, ce sera à l'AFP de jouer le rôle central dans cette stratégie de vérification.
La plateforme va aussi renforcer également son implication au niveau européen. Sa participation active à l'actualisation du Code de Pratique Européen sur la Désinformation et la publication de son quatrième rapport de référence démontrent une certaine volonté de transparence.
Le calendrier n'est sans doute pas un hasard : l'initiative arrive dans un contexte politique particulièrement sensible. Donald Trump, qui selon l'Associated Press a déjà dépassé le quota de grands électeurs requis, est réélu et devient le 47e président des États-Unis. Gageons maintenant que cette initiative contre la désinformation, une de plus, permette enfin de combattre un phénomène contre lequel il devient de plus en plus difficile de lutter.

GRÂCE SON LLM BIG SLEEP

Google détecte une faille dans SQLite

A l'aide de son LLM Big Sleep sur lequel ont travaillé conjointement ses équipes Project Zero et DeepMind, Google a découvert une faille de type dépassement de mémoire tampon dans SQLite.
Largement répandue dans les solutions de cybersécurité pour accroitre l'efficacité des moyens de protection et de défense, l'IA sert également à détecter les failles de sécurité. Google a ainsi indiqué avoir découvert une vulnérabilité potentiellement exploitable de type buffer overflow (dépassement de mémoire tampon) dans le moteur de base de données open source SQLite grâce à son LLM Big Sleep. Fruit d'une collaboration entre ses équipes Project Zero et Deepmind, ce dernier est une évolution de son projet Naptime présenté en juin dernier qui a posé les bases d'un grand modèle de langage orienté sur la découverte de failles. "Nous pensons qu'il s'agit du premier exemple public d'un agent d'intelligence artificielle découvrant un problème de sécurité de la mémoire exploitable jusqu'alors inconnu dans un logiciel largement utilisé dans le monde réel", annonce le fournisseur. Google indique avoir signalé cette brèche aux développeurs début octobre qui l'ont corrigée dans la foulée ayant permis de protéger les utilisateurs SQLite.

Big Sleep est taillé pour la découverte en continue d'exploits en s'appuyant sur toutes les variantes de failles précédemment trouvées et corrigées.
L'une des particularités de Big Sleep est d'aller au-delà du fuzzing, une méthode itérative de découverte de failles basée sur du retour d'expérience pour identifier des surfaces d'attaques ou encore suggérer du code à des fins de test. Celle-ci n'est pas nouvelle, Code Intelligence s'en sert notamment depuis près d'un an. "Le fuzzing ne réussit pas à attraper toutes les variantes de failles [...] En fournissant un point de départ comme les détails d'une vulnérabilité précédemment corrigée nous éliminons une grande partie de l'ambiguïté de la recherche sur les vulnérabilités et partons d'une théorie concrète et bien fondée : il s'agit d'un bogue antérieur, il y a probablement un autre bogue similaire quelque part", assure Google.

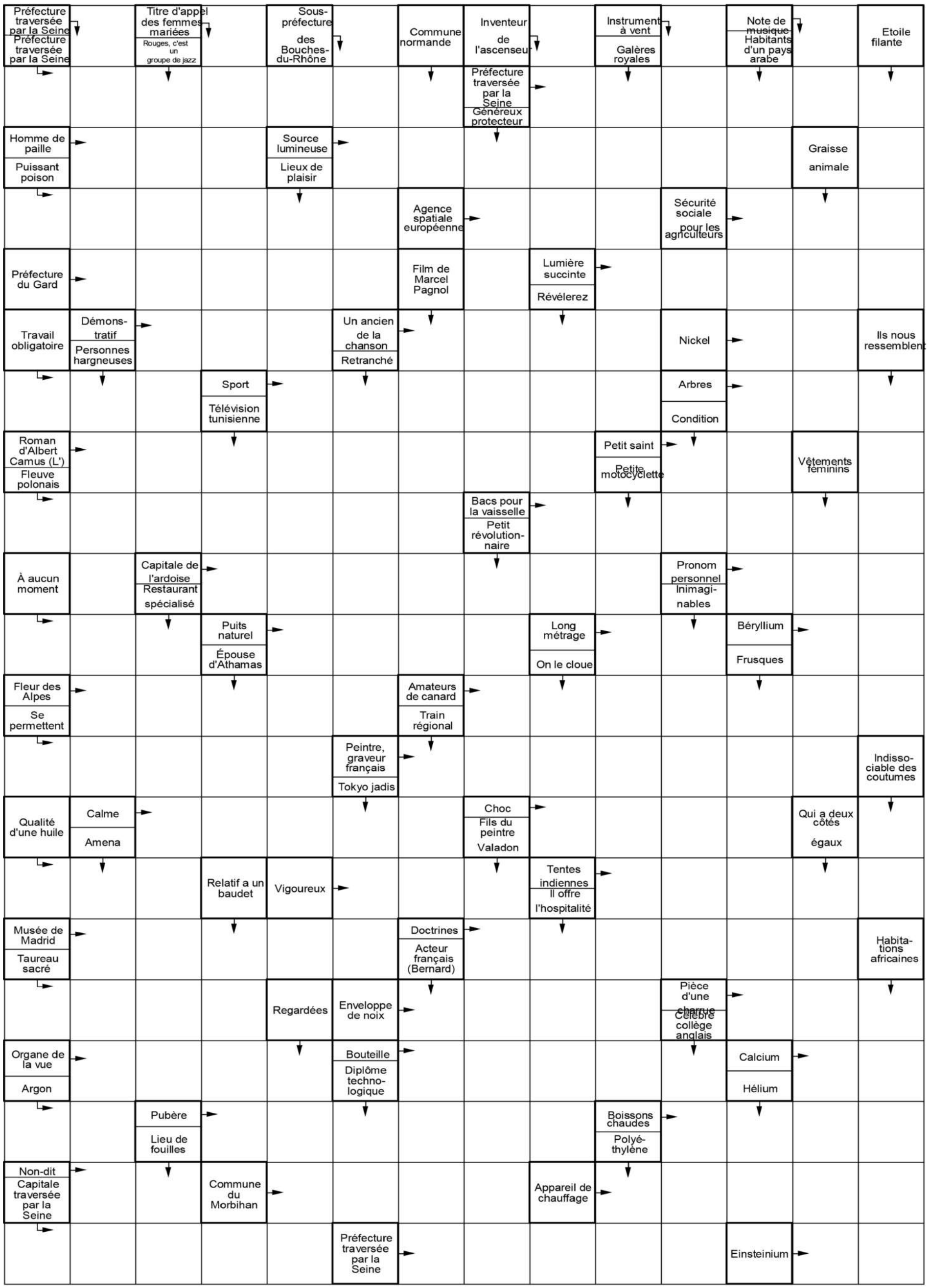
150h de fuzzing n'ont pas permis de détecter la faille

Dans le cadre de sa recherche, la firme de Mountain View a d'ailleurs utilisé le fuzzing en recourant à l'outil open source OSS-Fuzz qui a cependant montré ses limites : "OSS-Fuzz n'est pas construit avec l'extension generate_series activée et la commande fuzzingshell.c contenait une ancienne version de la fonction seriesBestIndex, non affectée par le bogue. Bien que le repo SQLite AFL [American Fuzzy Lop est un fuzzer très répandu, ndlr] contienne une configuration pour fuzzer le même binaire CLI que nous avons fourni à l'agent Big Sleep, il ne semble pas être largement utilisé", explique Google. 150h de fuzzing n'ont ainsi pas permis de révéler le bug de buffer overflow dans SQLite.
"Certes, AFL n'est pas l'outil le plus approprié pour un format textuel comme SQL, où la plupart des entrées sont syntaxiquement invalides et seront rejetées par l'analyseur syntaxique [...] À l'époque, AFL était assez efficace pour découvrir des bogues dans SQLite ; après des années de fuzzing, il semble que l'outil ait atteint un point de saturation naturel. Bien que nos résultats jusqu'à présent semblent mineurs par rapport au changement radical d'efficacité qui a suivi la sortie d'AFL, il est intéressant de voir qu'il a ses propres forces et pourrait être en mesure de découvrir efficacement un ensemble distinct de vulnérabilités", assure Google.

Des résultats expérimentaux mais prometteurs

Le fournisseur prévient toutefois qu'il s'agit là de résultats hautement expérimentaux et qu'un fuzzer spécifique à une cible serait au moins aussi efficace pour trouver des vulnérabilités. "Nous espérons qu'à l'avenir cet effort conduira à un avantage significatif pour les défenseurs, avec le potentiel non seulement de trouver des cas de test de plantage, mais aussi de fournir une analyse de haute qualité de la root cause, de la réponse à incidents et de la correction des problèmes qui pourraient être beaucoup moins coûteux et plus efficaces à l'avenir."

Mots fléchés



Les Enjeux Eco
Quotidien national de l'économie
Jeudi 7 novembre 2024 http:www.lesenjeuxeco.dz

ANP

Mise en échec de tentatives d'introduction de plus de 12 quintaux de kif via les frontières avec le Maroc

Des tentatives d'introduction de plus de douze (12) quintaux de kif traité via les frontières avec le Maroc ont été mises en échec et 37 narcotrafiquants ont été arrêtés lors d'opérations exécutées par des détachements combinés de l'Armée nationale populaire (ANP), en coordination avec les différents services de sécurité, durant la période allant du 30 octobre au 5 novembre, indique mercredi un bilan opérationnel de l'ANP. "Dans la dynamique des efforts soutenus dans la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme, des unités et des détachements de l'ANP ont exécuté, durant la période allant du 30 octobre au 5 novembre 2024, plusieurs opérations ayant abouti à des résultats de qualité qui reflètent le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanente de nos Forces armées à travers tout le territoire national", précise la même source.

Chronique Eco d'Anouar El Andaloussi

La loi de finances : Quels arbitrages et pour quels objectifs ?

Chaque année et à la même période, entre septembre et novembre, un débat s'installe dans les institutions du pays mais aussi dans la rue et dans le espaces publics. Les algériens découvrent, à cette occasion, les vertus de la culture économique et financière et se donnent à fond dans la discussion. Souvent, la discussion ne porte que sur les aspects liés au coût de la vie, au pouvoir d'achat, aux augmentations des salaires, au soutien des prix, accessoirement aux dispositions fiscales et parafiscales. Cela montre que tout ce qui est lié à l'investissement à long terme, aux projets structurant, aux infrastructures de toute nature n'a pas beaucoup d'intérêt pour les algériens ; et pourtant, au moment des inaugurations de ces infrastructures, la joie se lit sur les visages, celui qui voit sa connexion internet améliorée par la Fibre Optique, celui qui constate son branchement aux réseaux énergétiques et celui qui emprunte pour la première fois un chemin communal, une route nationale ou un tronçon d'autoroute ou de chemin de fer. Ces infrastructures ont été programmées, étudiées, budgétisées dix ans ou plus en arrière. Aussi, nous n'accordons pas un intérêt aux sources de financement de nos dépenses.

Les ressources nous semblent tomber du ciel et surtout elles sont supposées illimitées. C'est l'affaire de l'Etat, il doit trouver les moyens de financement. On oublie que le peuple est une composante de l'Etat ; ceci est un autre débat. Par contre, cet Etat, ici en Algérie ou ailleurs, est souvent incapable d'expliquer une loi de finances, la politique d'allocation des ressources, les arbitrages intersectoriels, les priorités et les enjeux sur l'avenir. Le débat dans les instances parlementaires est souvent réduit à un discours populiste du côté des élus et à un exercice comptable du côté du gouvernement et de ses représentants administratifs. Nous manquons de pédagogie de part et d'autre ; c'est pourquoi on a recours, non pas à un débat contradictoire mais à des polémiques et parfois à l'agressivité verbale. Les termes du débat budgétaire sont posés dans une équation insoluble : plus de dépenses, moins de fiscalité. Ce qui revient à dire que le bon citoyen est celui qui ne paie pas d'impôt mais qui profite le plus des budgets publics. Ceci pourrait être valable si les recettes hors fiscalité ordinaire sont suffisantes pour couvrir l'ensemble des dépenses.

Notre loi de finances et surtout notre budget, dans ces différents volets (fonctionnement, investissement, soutiens, salaires…), sont des plus généreux et des plus équitables et égalitaires y compris parmi les pays rentiers comme l'Algérie (dont la rente est relativement modeste comparée à d'autres pays mieux dotés en ressources minières). Un budget de 16.900 Mds de DA, réparti sur les différentes dépenses par nature et par programmes. Les recettes fiscales totales (fiscalité pétrolière et fiscalité ordinaire) s'élèvent à 8.500 Mds de DA, soit, à peu près de la moitié des dépenses budgétisées. Le financement du déficit budgétaire devient un sérieux problème, c'est pourquoi, il est urgent de mettre un terme progressivement à cette situation de déficits chroniques. La solution est toute indiquée : rationaliser la dépense par un meilleur usage et une plus grande efficience, élargir l'assiette fiscale par la croissance et par la lutte contre l'évasion fiscale et les niches fiscales inopportunes.

Plus de 5.000 Mds de DA sont alloués aux salaires et traitements des fonctionnaires et agents de l'Etat, alors que l'investissement ne reçoit que 3.000 Mds de DA. Ces deux affectations nous interpellent quant à leurs pertinences respectives.

Que les salaires et traitements des fonctionnaires des administrations et autres établissements publics représentent près du tiers du budget de l'Etat n'a rien d'anormal si le service public est à la hauteur des attentes de notre nation en termes de qualité de l'éducation, de la santé, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de l'efficacité de notre administration et de sa performance etc. Il y a donc un réel souci pour améliorer la productivité et la performance du service public.

Plus inquiétant est la part qui revient à l'investissement, à peine un cinquième du Budget total. Le budget d'équipement est un pari sur l'avenir, une réponse aux enjeux futurs et une anticipation sur les besoins à venir. Là aussi il y a lieu de s'interroger sur cette minoration de l'avenir par rapport au présent et à l'immédiat. L'arbitrage temporel (long terme/court terme) mérite une analyse et un intérêt plus prononcés.

La culture court-termiste, assimilée à un égoïsme et à une peur de l'avenir, n'est pas de nature à favoriser le développement économique. Les pays qui se développent le plus et le mieux sont les pays où la culture dominante est celle du long terme ; la culture qui favorise l'engagement à l'horizon et qui permet de se projeter dans l'avenir avec sérénité et qui privilégie les perspectives prometteuses sur un présent consumériste.

Les cultures long-termistes favorisent l'investissement et l'épargne, alors que les cultures court-termistes privilégient la consommation. Comment passer d'une culture court-termiste à une culture long-termiste ? Il n'est pas aisé de changer les comportements et les attitudes vis-à-vis du futur ainsi que la posture envers le risque et l'incertitude. Toutefois, il est possible d'inverser les tendances comportementales en fixant des horizons, en sécurisant les investissements, en donnant des perspectives positives sur l'avenir ; ceci relève des missions de l'Etat et de ses institutions. Alors, c'est à l'Etat de donner l'exemple en s'engageant sur le long terme, en privilégiant l'investissement, en offrant des horizons porteurs et en aidant, par des études prospectives et des éclairages sur les opportunités et les risques du futur, les ménages, les entreprises et de façon générale tous les acteurs de la société. Mieux doter le budget d'investissement est un exemple d'éducation de la société à la culture du long terme. Avec une planification à moyen et long terme, la loi de finances devient simplement un instrument de mise en œuvre d'une perspective de long terme. Les enjeux budgétaires sont devenus réels et leur traitement devient une priorité pour l'action de l'Etat ; de vrais défis sur cette question sont nécessaires.

Publicité

Anep Gratuit 0123